



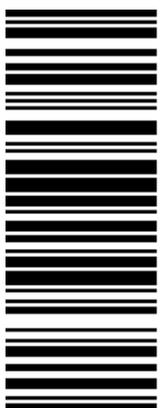
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

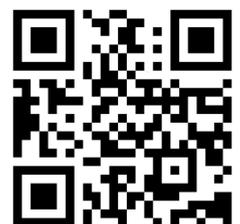
Boycott de la conférence sociale ! 400 euros pour tous !



- Front unique ouvrier pour l'autodéfense p. 5
- Pour le droit de choisir sa mort p. 7
- L'Union européenne tente de repousser les migrants p. 9
- Lettre au NPA Révolutionnaires p. 11
- Capitalisme et plastique p. 12
- Argentine : justice pour Facundo Molares ! p. 15
- Niger : fermeture des bases françaises et américaines ! p. 16
- Gabon : l'impérialisme français perd pied en Afrique p. 19
- Les élections générales en Espagne p. 21
- Rencontre internationale à Milan p. 23
- 1953 : soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est p. 24
- Le mouvement ouvrier et la grève générale 1915-1919 p. 26
- Libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah ! p. 28



2273-8762



400 euros d'augmentation pour tous ! Échelle mobile des salaires !

Le niveau de vie de la classe ouvrière s'effrite

Le regain d'inflation mondiale fin 2021 a surpris et effrayé les gouvernements et les banques centrales des États impérialistes. L'affrontement grandissant entre la Chine et les États-Unis contribuera à la hausse des prix mondiaux. La fragmentation de l'économie mondiale et le protectionnisme capitaliste, le repli sur des frontières obsolètes (défendus par LFI et le PCF) qui annoncent toujours la guerre, ne servent pas plus les intérêts des prolétaires que le libre-échange et la mondialisation capitaliste (défendus par le PS).

Si l'inflation ralentit dans le monde et en France, cela ne signifie pas que les prix baissent, seulement qu'ils augmentent moins vite. Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 4,9 % depuis un an contre 5,8 % il y a un an. Parmi eux, ceux des produits de grande consommation vendus dans la grande distribution ont crû de 10,9 % selon l'INSEE.

Les salaires ont augmenté durant deux ans moins vite que les prix. Par conséquent, les travailleurs ont vu leur salaire réel diminuer. Ils ont perdu du pouvoir d'achat, leur niveau de vie s'est détérioré. Des centaines de milliers de salariés à temps partiel ou en contrat précaire, leurs enfants étudiants, les retraités à maigre pension de retraite, etc. passent de la pauvreté à la misère. D'où les appels des organisations de charité, qui sont débordées, à l'État et à la bonté des grands capitalistes.

La classe ouvrière a subi une défaite sur les retraites

Les pensions de retraite des anciens travailleurs salariés, les remboursements de soins, les allocations chômage, etc. sont du salaire indirect, socialisé. La classe ouvrière avait les moyens d'empêcher les attaques gouvernementales de l'hiver contre les chômeurs et du printemps contre le droit à la retraite parce c'est elle qui fait vivre la société actuelle et qui produit les marchandises. Sa force sociale pouvait s'exprimer par la grève générale.

La loi repoussant l'âge de la retraite à 64 ans a été préparée par le rapport annuel du « Conseil d'orientation des retraites » (où siègent des représentants CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU) et par des concertations à Matignon auxquelles se sont rendus tous les chefs syndicaux convoqués par le gouvernement.

Puis le bloc des chefs CFDT-CGT-FO-CFE-UNSA-CFTC-SUD n'a jamais proposé aux travailleurs la grève générale, la grève illimitée et simultanée jusqu'au retrait. Il ne les a jamais consultés. Avec le renfort du PCF, du PS, de LFI, l'Intersyndicale a décrété 14 « journées d'action ». La CGT, SUD et FO ont complété le sabotage par des grèves reconductibles.

La grève reconductible que vous avez construite depuis plus d'un mois est déterminante pour l'issue victorieuse du mouvement, donc bravo à toutes et tous. (Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, discours à Gournay-sur-Aronde, 6 avril)

Grâce à l'appel de la CGT, les salariés de l'énergie, de la gestion des déchets, de l'industrie du verre et de la céramique, des ports et d'une partie des transports ont fait jusqu'à quarante jours de grève reconductible. (Sophie Binet, tribune dans *Le Monde*, 16 juin)

Soit les grèves reconductibles étaient symboliques et ultra minoritaires, à l'opposé de la grève de masse qu'ont toujours défendue les communistes, soit elles isolaient des secteurs combattifs (raffineries, collecte de déchets, etc.).

Contre la lutte de classe, l'Intersyndicale a aussi fait diversion par des simulacres : pétition, projet de référendum, occupation de ronds-points par une poignée de permanents syndicaux et une minorité de la jeunesse scolaire, casserolades, nouveau projet de référendum...

L'Intersyndicale, tout le printemps, a fait appel au président pour « éviter une crise au pays ». Les bureaucrates syndicaux et les partis qui se disent réformistes demandaient aux travailleurs de s'en remettre au Conseil constitutionnel, puis aux députés EELV, LIOT, LR et RN. Le 12 juillet, toute l'Intersyndicale s'est rendue à la convocation de la cheffe du gouvernement à Matignon. Résultat : depuis le 1^{er} septembre, il faut travailler jusqu'à 64 ans pour une pension à taux plein si on a cotisé 43 ans, sinon à 67 ans.

Hélicoptères, blindés, GIGN et RAID dans les quartiers populaires

À l'occasion des manifestations massives contre le projet de loi Macron-Borne-Dussopt, les « blacks blocs » détruisent gratuitement des commerces et des équipements publics, ce qui facilite la répression policière des manifestants et des grévistes, légitime la position du gouvernement Macron-Borne-Darmanin. LR et le RN soutiennent la police.

Le 25 mai, la gendarmerie et la police nationale, équipées de blindés et d'hélicoptères, ratissent les bidonvilles de Mayotte. LIOT, LR et RN approuvent.

Le 27 juin, la police assassine le jeune Nahel dans la banlieue de Paris, une manifestation de masse rassemble des milliers de travailleurs à Nanterre puis des émeutes éclatent dans tout le pays dans les quartiers qui subissent le plus le chômage, l'emploi précaire et l'échec scolaire, parfois le délabrement de l'habitat. Faute d'hégémonie de la classe ouvrière, le soulèvement a dégénéré, sous la

direction d'une infime minorité de trafiquants, en pillages de magasins, en incendies de véhicules de travailleurs, d'écoles, de postes, etc.

Le gouvernement emploie un degré sans précédent de répression pour rétablir l'ordre : interventions de véhicules blindés de la gendarmerie, envoi d'unités officiellement destinées à la lutte contre le grand banditisme et le terrorisme (GIGN de la gendarmerie, BRI et RAID de la police nationale), usage systématique de LBD classés par l'État lui-même comme arme de guerre (*Code de la sécurité intérieure*, art. R311-2), condamnations sévères des jeunes arrêtés lors des vols ou dans la rue. LR et RN approuvent.

Depuis, les travailleurs qui vivent dans ces quartiers restent coincés entre, d'une part, les comportements sociaux et l'intimidation des habitants par les réseaux mafieux et, d'autre part, la « guerre à la drogue » qui a prouvé partout son inefficacité, les contrôles au faciès des polices nationale et municipale.

Dans ces conditions, la religion apparaît comme une consolation illusoire à une partie de la population des ghettos. Les associations contrôlées par les Frères musulmans, les imams salafistes ou les pasteurs évangéliques servent, moyennant concessions et subventions de la part des municipalités, de couvercle posé sur la marmite du chômage et de la discrimination.

Le droit au savoir et à la qualification est-il menacé par l'abaya ou par Macron & Attal ?

Dans les quartiers populaires, les islamistes de toutes obédiences exercent une pression permanente sur les menus de cantine, pour le port du voile et de l'abaya, contre le sport des filles, contre les cours qui leur déplaisent (l'évolution biologique, l'éducation sexuelle, le nu en art, la tolérance d'autres religions ou de la satire...). Un sinistre exemple a été l'assassinat d'un professeur, Samuel Patty, le 16 octobre 2020, à la suite d'une campagne mensongère sur les réseaux sociaux.

Contrairement à ce que prétendent les islamistes relayés par LFI, le voile et l'abaya sont des vêtements religieux et des outils de l'oppression des femmes, comme les Iraniennes le savent parfaitement. Mais les travailleurs de l'enseignement et les parents travailleurs ne peuvent pas se ranger derrière un gouvernement qui consulte les chefs religieux pour fixer les règles de la fin de vie, un gouvernement dont la police discrimine les Noirs et les Arabes, un gouvernement qui s'allie avec les monarchies du Golfe arabo-persique qui répandent le salafisme, le frérisme et le wahhabisme dans le monde entier, un gouvernement qui tolère les « établissements privés hors contrat » des intégristes chrétiens, juifs et musulmans, un gouvernement qui donne 9 milliards d'euros par an à « l'enseignement privé sous contrat » où abondent les

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 52,
3 EUROS AU PRÈS DES MILITANTS 4 EUROS PAR LA POSTE

Le mouvement en défense des retraites



2023

signes religieux de l'Église catholique, un gouvernement qui paye le clergé dans plusieurs départements de l'Est.

Quand 2 000 enfants dont ¼ a moins de 3 ans dorment dans la rue (20 % de plus que l'an dernier), Macron ouvre une « *collecte nationale pour restaurer les édifices religieux en perdition* » (c'est-à-dire des lieux du culte catholique) et versé immédiatement 2 millions d'euros. Il annonce le même jour sa décision de participer « *en tant que président de la République française* » à la cérémonie catholique organisée à Marseille le 23 septembre, avec en vedette le chef de cette institution qui a combattu au fil des siècles la science et les luttes des exploités. Un exemple de plus de son attachement à la laïcité !

En outre, le gouvernement Macron-Borne-Darmanin restreint l'accès des enfants de travailleurs à l'enseignement (diminution des heures de cours en lycée professionnel, maintien de Parcoursup pour trier les bacheliers, suppression des postes de remplaçants dans le primaire et le secondaire ...) et il refuse d'augmenter les salaires et l'effectif des professeurs (« pacte » de division et remise en cause des statuts au lieu de l'augmentation de salaires et de la baisse des effectifs d'élèves...).

Non content d'augmenter sans cesse l'effectif, l'équipement et la rétribution des corps de répression (armée, police, douanes...), il veut soumettre tous les adolescents à l'armée par le biais de la généralisation du service national universel.

Pour lutter contre les cléricatismes, il faut miser sur les filles et fils d'ouvriers et d'employés, leur faire confiance, et ouvrir la perspective de la lutte unie contre

l'inégalité sociale, contre le racisme, contre l'oppression des femmes, contre l'homophobie, pour l'emploi et un habitat décent, contre la colonisation sioniste et la persécution des Kurdes ou des Berbères, pour le socialisme mondial.

Conseiller le gouvernement au service du capital ou l'affronter ?

Le 29 août, la secrétaire générale de la CGT se rend, à l'invitation du président, au palais de l'Élysée. On voit en quoi cela sert Macron mais il est difficile de voir en quoi cela sert les intérêts des travailleurs. En fait, après avoir soutenu au printemps un bloc parlementaire (qui incluait le RN) contre Macron, Binet lui donne maintenant des conseils contre le parti fascisant.

La situation dans le pays me paraît très inquiétante... on peut parler de rupture, avec de possibles conséquences électorales au profit de l'extrême droite... A force de ne pas tenir compte de l'avis des organisations de salariés et de l'opinion, beaucoup de femmes et d'hommes vont considérer qu'il n'y a pas d'autre alternative que Marine Le Pen... il n'existe qu'une seule voie pour apaiser la colère et tourner la page : la tenue d'un référendum sur les retraites. (Sophie Binet, citée par Le Monde, 1^{er} septembre)

Macron convoque le 30 août, à Saint-Denis, les dirigeants de tous les partis politiques ayant des élus au parlement. On voit en quoi la présence de LFI, du PS et du PCF est utile à Macron, mais les travailleurs en tirent-ils le moindre avantage ? Comme la secrétaire générale de la CGT, les chefs réformistes n'ont pas demandé l'abrogation de la loi contre les retraites, mais seulement un référendum sur cette question. Ciotti (LR) et Bardella (RN), eux, demandent un référendum contre l'immigration.

Les chefs réformistes qui mangent avec Macron, avec LR et le RN, demandent à ce qu'il n'y ait ni photo ni vidéo. Ce jour-là, pas de casseroles ! Le représentant d'un petit parti satellite de LR déclare en sortant : « *Le climat était détendu, respectueux, libre et tout le monde est resté* » (Hervé Marseille, UDI, 31 août). Tous ont décidé de renouveler l'opération.

Depuis, la collaboration de classes ne cesse pas. Des députés PCF et PS signent avec des députés de trois partis bourgeois (EELV, MoDem, Renaissance) une tribune commune (*Libération*, 12 septembre) pour préserver plusieurs articles du projet de loi contre l'immigration du gouvernement Macron-Borne-Darmanin qui leur semblent utiles au capitalisme français. Le secrétaire national du PCF, qui a tout fait, y compris l'alliance avec le RN, pour éviter la grève générale au printemps, lance maintenant une parodie de gilets jaunes (sans gêner les bureaucraties syndicales) qui aurait pour but de persuader Macron de mieux faire.

J'appelle aux rassemblements devant les préfectures, les supermarchés, les stations-service. Les colères de la faim menacent. Le PCF appelle le président de la République à les entendre et à y répondre d'urgence. (Fabien Roussel, Franceinfo, 14 septembre)

Les militants du PCF et des JC ne se sont pas précipités jusqu'à présent pour occuper les préfectures.

Le 7 septembre, Macron écrit aux partis présents au parlement pour leur annoncer qu'il les consultera à nouveau et qu'il convoquera aussi une « conférence sociale » en octobre sur la « question des branches où la rémunération est inférieure au salaire minimum » et « l'évolution des salaires et des revenus ».

Boycott de la conférence sociale !

Qui peut croire que la « conférence sociale » déboucherait sur un autre genre de résultat que les concertations de l'automne 2022 sur le régime des retraites ? Les chefs syndicaux qui ont empêché la grève générale au printemps vont-ils faire encore des « propositions » au gouvernement de la grande bourgeoisie française qui s'en prend aux travailleurs et étudiants étrangers (même si ce n'est jamais assez pour LIOT, LR et le RN), qui refuse d'augmenter le smic au-delà de l'inflation moyenne (avec le soutien de LR et du RN), qui exempte largement de cotisations sociales les patrons (avec le soutien de LR et du RN) ?

Sur les lieux de travail, de vie et d'étude, dans les syndicats, il faut s'organiser pour exiger :

Boycott de la conférence sociale !

Augmentation immédiate de 400 euros pour tous les salariés !

Indexation des salaires, des allocations chômage, des pensions de retraite, des minimums sociaux, des allocations familiales et des bourses d'études sur les prix !

Gratuité des études, annulation de toutes les dettes bancaires contractées pour les études, allocation d'études pour tous les étudiants !

Blocage des loyers, des prix alimentaires et de l'énergie !

Suppression des impôts sur la consommation des travailleurs !

Suppression des cotisations sociales à la charge des salariés !

Interdiction des LBD, autodéfense des manifestations et des grèves contre les flics et les casseurs !

Gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe !

16 septembre 2023

Front unique ouvrier contre le permis de tuer et pour l'autodéfense !

Un mort lors d'un contrôle, deux morts dans les protestations qui suivent

Après l'assassinat de Nahel Merzouk le 27 juin à Nanterre par un policier tirant à bout portant, la répression policière fait rage. Le permis de tuer est fourni par la loi de 2017 qui permet de tirer si les « forces de l'ordre » en cas de refus d'obtempérer.

La classe ouvrière est la force centrale de l'unique manifestation de masse exigeant « Justice pour Nahel » le 29 juin dans cette ville. Cela tient relativement en respect les forces de répression. Par contre, quand la colère déborde dans toute la France, ce sont les trafiquants et les déclassés qui dirigent les émeutes nocturnes. Des milliers de jeunes affrontent courageusement la police. Quelques commissariats, légitimement, sont attaqués. Mais bien plus de commerces sont pillés, sans parler de 5 000 voitures des habitants incendiées, de plusieurs dizaines d'écoles, de gymnases et de bureaux de poste dévastés.

Le banditisme et le nihilisme sortent le gouvernement d'une situation difficile après la vidéo du meurtre de Nael, ils facilitent la répression policière et judiciaire. Les CRS, les gendarmes mobiles reçoivent le renfort du RAID, du GIGN et de la BRI, des corps officiellement chargés du grand banditisme et du terrorisme font 2 morts et des dizaines de blessés, victimes de tirs de LBD au visage et de matraquages, pas les organisateurs des pillages. Les 3 500 interpellés ne sont pas ceux qui ont tiré les ficelles des pillages. Parmi eux, les tribunaux en condamnent 380 à des peines de prison ferme.

Les porte-paroles des policiers (Alliance police, affilié à la CFE-CGC, et UNSA police) se déclarent « en guerre » contre « les hordes sauvages » et exigent contre « ces nuisibles » de bénéficier « d'une protection juridique du policier » (Twitter, 30 juin 2023). Le bloc Alliance CGC-UNSA Police a remporté en décembre 2022 les élections professionnelles de la police nationale avec presque 50 % des voix, devant la FSMI FO, 35,13 %, et la CFDT Intercos, 8,09 %. La CFDT, FO, la CFE-CGC et l'UNSA ont fait partie de l'Intersyndicale qui a empêché la grève générale au printemps.

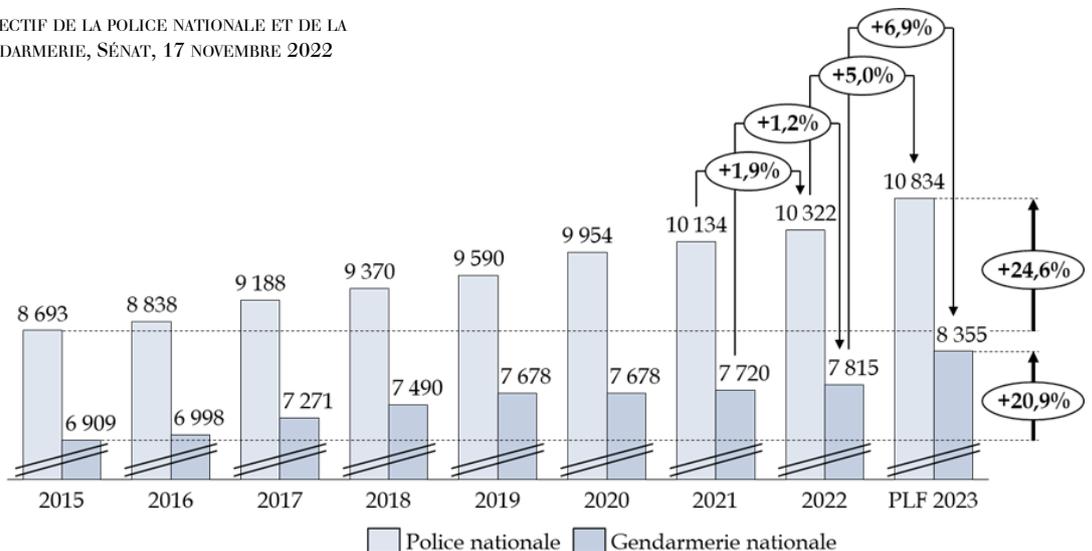
Le renforcement sans fin des corps de répression

Leur place dans la société est principalement de défendre le capitalisme. Pour cette raison, la retraite à 64 ans ne s'applique pas aux policiers et aux militaires. La loi de « sécurité globale » de 2021 permet aux policiers de « cumuler le salaire tiré de leur nouvel emploi avec l'intégralité de leur pension ». Cette retraite peut être obtenue dès 52 ans (en moyenne c'est 57 ans selon Darmanin lui-même). Les policiers bénéficient de la gratuité des transports.

Les flics ne sont pas des travailleurs comme les autres, comme le font croire les partis réformistes PCF, PS, LFI... pour qui il y a tout au plus quelques policiers qui dérapent, et causent des « bavures », les bureaucraties syndicales qui toutes les syndiquent et, parfois, leurs adjoints de LO. Selon les instituts de sondage, entre 44 et 60 % des policiers et militaires ont voté Le Pen au premier tour en 2022.

Au 21^e siècle, Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron renforcent systématiquement la police alors qu'ils étouffent la santé publique et l'enseignement public. Loin d'être « paupérisée » comme l'affirment régulièrement les « syndicats » de policiers, LR, RN et Reconquête, son budget augmente de 35 % entre 1995 et 2019. Avec la police municipale autorisée à contrôler les pièces d'identité et à s'armer, on compte 282 000 policiers officiels, sans compter 170 000 membres de polices de la RATP, de la SNCF, des entreprises capitalistes de « la sécurité ». En janvier 2022, Macron promet de doubler le nombre de policiers sur le terrain d'ici 2030 et une hausse de 15 milliards d'euros de budget sur 5 ans.

EFFECTIF DE LA POLICE NATIONALE ET DE LA GENDARMERIE, SÉNAT, 17 NOVEMBRE 2022



Depuis 1995, les « armes non létales » (non mortelles mais « incapacitantes ») équipent de plus en plus la gendarmerie et la police nationale : grenades de désencerclement (2004), pistolets à impulsion électrique (2004), lanceur de balles de défense (2009), grenades assourdissantes (2011).

Leur ordre, nos victimes

Le 14 juin, Alhoussein Camara, 19 ans, est tué d'une balle dans le thorax alors qu'il se rend à son travail, dans une base logistique près d'Angoulême après avoir été poursuivi « sur environ 5 km à allure réduite » (d'après le tireur). Pour quelle autre raison que celle d'être jeune et noir ?

Le 30 juin à Mont Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), Aimène Bahouh, 25 ans, rentre chez lui en voiture. Il est grièvement blessé à la tête par un « beanbag », une munition tirée au fusil à pompe par un policier du RAID. Il reste dans le coma durant 25 jours et reste gravement handicapé. Désigné par sa hiérarchie et interrogé, le policier prétend avoir tiré sur un conducteur cagoulé le menaçant avec un mortier. Il reste en liberté.

Le 2 juillet à Marseille, Mohamed Bendriss reçoit une balle de LBD 40 à la tête et meurt quelques heures plus tard. Alors que les vidéos montrent que le RAID est impliqué, ses chefs n'en réfèrent pas à la justice et discutent en interne. Le policier est placé sous simple contrôle judiciaire.

Le 1^{er} juillet à Marseille, Hedi R. est poursuivi par des policiers de la BAC qui le touchent à la tête puis s'acharment à coups de pied et poing. Laissé pour mort, il a la vie sauve grâce à un ami. Une enquête se déclenche et malgré les images de vidéosurveillance le policier tireur, en détention provisoire, nie les faits. Il reçoit le soutien de nombreux collègues qui demandent sa libération tout comme leurs « syndicats » qui exigent un statut pénal protecteur. Face à cette fronde réactionnaire, le chef de la police nationale soutient ses troupes.

Un policier n'a pas sa place en prison... il faut se donner les moyens techniques et judiciaires pour que ce fonctionnaire de police retrouve la liberté. (Frédéric Veaux, *Le Parisien*, 23 juillet)

Le lendemain, le président refuse de se prononcer lors d'une interview télévisée. Il préfère féliciter la police et encourager son action.

La leçon que j'en tire, c'est un : l'ordre, l'ordre, l'ordre ! La deuxième, c'est que notre pays a besoin d'un retour de l'autorité à chaque niveau, et d'abord dans la famille. (Macron, *TF1 et France 2*, 24 juillet)

Le chef de la police nationale reçoit le renfort de son ministre : « Je le soutiens totalement, et je suis très fier qu'il soit mon collaborateur » (Gérard Darmanin, *Le Monde*, 27 juillet). Le soir, ils reçoivent les représentants des poli-

ciers qui affirment à la sortie que le ministre s'est « engagé à avoir des pistes de réflexion sur la détention provisoire des policiers ».

Le 6 septembre, à Élancourt (Yvelines), un adolescent en moto meurt après un choc violent avec un véhicule de police. Il avait 16 ans, était d'origine turque et était poursuivi pour « refus d'obtempérer ».

Interdiction des LBD, autodéfense !

Devant la montée en puissance des groupes fascistes, face aux menaces de généraux séditieux et aux frondes policières, les chefs actuels du mouvement ouvrier s'en remettent à l'État lui-même. Mélenchon s'emploie aujourd'hui à faire oublier qu'il défendait comme candidat l'accroissement des effectifs de la police. Le 24 juillet, LFI et le PS condamnent les propos de Veaux mais ne demandent que le « rétablissement de l'ordre républicain dans la police » (*lafranceinsoumise.fr*). Le PCF est encore plus indulgent, tant il est « conscient des difficultés qu'affrontent les policiers au quotidien » (*pcf.fr*). Tous s'en remettent au président de la république pour « qu'il joue son rôle ». Mais il le fait déjà puisqu'il soutient et dirige la répression contre les manifestations et les grèves des exploités depuis le premier jour de son mandat.

Pour préserver l'intégrité physique des travailleurs et des étudiants qui manifestent et font grève, pour en finir avec les contrôles au faciès dans les stations de métro et les quartiers populaires, les organisations ouvrières (partis, syndicats) et les organisations des opprimés doivent s'unir pour condamner tous les crimes policiers, pour exiger l'interdiction des armes « non létales », pour abroger le permis de tuer que la police veut encore élargir. Au sein des syndicats, il faut lutter pour l'expulsion des organisations de policiers dont les « revendications » sont plus de moyens de répression et moins de droits pour les travailleurs.

Mais la principale tâche est, sans attendre, de protéger nos quartiers, nos manifestations, nos grèves, nos réunions et nos locaux. Dans les quartiers populaires, l'organisation d'une surveillance collective de la police peut permettre de limiter l'intrusion policière et les comportements asociaux des mafieux. C'est aussi ce type d'organisation que la jeunesse scolarisée peut engager dans ses lieux d'études.

Il est urgent que chaque syndicat, chaque organisation politique se réclamant des travailleurs constituent des services d'ordre communs pour protéger les rassemblements et les manifestations des attaques fascistes et policières. Il est nécessaire que les grévistes se défendent avec l'aide de toutes les organisations ouvrières par des piquets de grève.

17 septembre 2023

La question de la fin de vie, entre la convention citoyenne et le projet de loi

Le développement des sciences et des techniques permet aux êtres humains de mourir de manière indolore et aussi de mettre volontairement fin à leur vie sans souffrir. Cela peut prendre trois formes :

- Les soins palliatifs sont une approche médicale pour améliorer la qualité de la fin de vie des patients.
- Le suicide assisté permet à un patient de s'administrer une substance mortelle prescrite par un médecin en raison d'une maladie incurable et d'une fin de vie proche.
- L'euthanasie est le cas d'un patient qui demande à un soignant de pratiquer l'acte léthal.

En France, les soins palliatifs ne sont pas garantis

Officiellement en France, les soins palliatifs constituent la règle depuis presque trente ans.

Il s'agit d'apaiser les douleurs et l'angoisse, d'apporter le plus possible de confort et de réconfort à celui qui va mourir, d'accueillir et d'entourer sa famille pendant cette période difficile... Le problème du soulagement de la douleur est central dans la démarche d'accompagnement. (Direction générale de la santé, *Circulaire*, 26 août 1986)

La loi Kouchner du 9 juin 1999 a garanti le droit à l'accès aux soins palliatifs. Théoriquement, tous les hôpitaux devraient disposer d'un service de ce type (USP). En fait, une partie de la population n'y a pas accès. Les gouvernements Macron-Philippe-Buzyn, Macron-Castex-Véran, Macron-Borne-Bourguignon, Macron-Borne-Braun, Macron-Borne-Rousseau n'ont pas donné les moyens nécessaires aux hôpitaux. La situation est pire dans les EHPAD, sans parler des soins à domicile.

Au 1^{er} février 2022, 26 départements ne disposent pas d'unités de soins palliatifs, ni d'équipes mobiles. 100 000 personnes sont prises en charge chaque année pour un besoin estimé à plus de 520 000 personnes dans le cadre du plan national gouvernemental 2021-2024. (Société française d'accompagnement des soins palliatifs, *Communiqué*, 11 mars 2022)

En octobre 2022, au Conseil national de la refondation de la santé, rien n'est prévu pour le financement des nouvelles unités de soins palliatifs ou le développement des soins palliatifs à domicile.

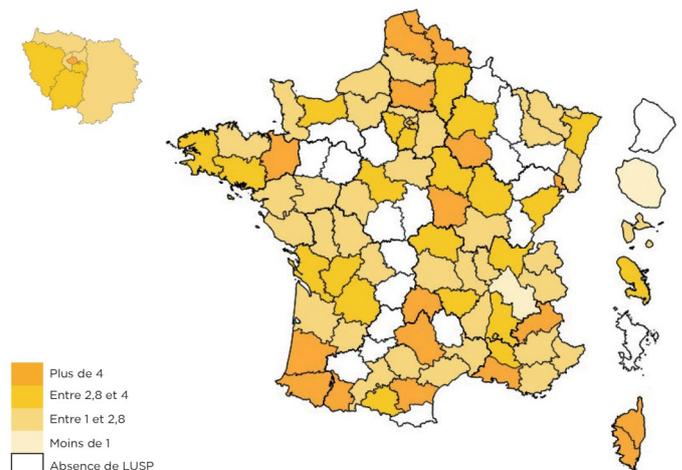
Par conséquent, sur 53 % des patients qui meurent à l'hôpital, seuls 23 % ont accès aux USP.

En France, la réaction empêche toujours de choisir sa mort

La loi de 1999 n'autorise ni l'euthanasie, ni l'assistance au suicide. Cependant, elle met en place l'information du patient sur son état de santé et son consentement aux soins, son droit de refuser un traitement, le droit d'être accompagné d'une « personne de confiance », le droit d'exprimer sa volonté dans des « directives anticipées » et l'accès à son dossier médical. Mais elle est méconnue car seulement 18 % des Français ont rédigé leurs directives anticipées.

La loi Claeys-Léonetti de 2016 n'autorise ni l'euthanasie, ni l'assistance au suicide. Néanmoins, elle permet de se soustraire à « l'obstination déraisonnable » du corps médical, en ouvrant la possibilité de bénéficier d'une sédation profonde et continue pour les malades en phase terminale et aux souffrances inapaisables. Les directives anticipées doivent être respectées. « L'obstination déraisonnable » est ce que les patients et leurs proches appellent plus simplement l'acharnement thérapeutique pratiqué par des médecins réactionnaires et tout-puissants.

En 2021, l'Assemblée nationale débat d'une proposition de loi du député Falorni autorisant l'euthanasie. L'écrivain Michel Houellebecq estime qu'avec une telle loi, la France perdrait « tout droit au respect ». Le PCF est réticent, comme le ministre de la santé du gouvernement



NOMBRE DE LITS EN UNITÉS DE SOINS PALLIATIFS (LUSP) POUR 100 000 HABITANTS FIN 2021, LECTURE : LE DÉPARTEMENT DE CORSE DU SUD DISPOSE DE PLUS DE 4 LUSP POUR 100 000 HABITANTS / ATLAS DES SOINS PALLIATIFS ET DE LA FIN DE VIE EN

Macron-Castex qui se déclare « pas convaincu qu'il faille ouvrir aujourd'hui ce débat d'envergure » (Olivier Véran, 7 avril 2021). 3 200 amendements (dont 2 300 de LR) bloquent la proposition.

En 2022, le président français visite pour la 3^e fois Bergoglio, le chef de l'Église catholique :

Lors de son déplacement au Vatican, le 24 octobre 2022, Emmanuel Macron s'était entretenu de la fin de vie avec le pape François. « J'en ai parlé d'initiative au pape, en lui disant que je n'aimais pas le mot d'euthanasie : la mort, c'est un moment de vie, pas un acte technique ». (La Croix, 9 janvier 2023)

Le gouvernement Macron-Borne lance une « convention citoyenne »

Pour lâcher du lest après la révolte des gilets jaunes, Macron décide de mettre en place en 2019-2020 une Convention citoyenne sur le climat. Pour élargir le consensus alors qu'il n'a plus qu'une majorité relative à l'Assemblée nationale, Macron mène en 2022-2023 la même opération sur la fin de vie.

Le 13 septembre, le président convoque une nouvelle convention citoyenne. Ses 150 membres sont tirés au sort. Elle est animée par un Comité de gouvernance choisi par le Conseil économique, social et environnemental (une institution de collaboration de classes où siègent, moyennant rétribution, toutes les confédérations syndicales). La convention se réunit de décembre 2022 à avril 2023.

Le même jour, le Comité consultatif national d'éthique, fondé par Mitterrand en 1983 avec des représentants des différentes religions, préconise d'élargir la procédure de « sédation profonde et continue » et réclame que, en cas d'ouverture légale à l'assistance au suicide, les professionnels de santé devraient pouvoir bénéficier d'une clause de conscience.

Les clergés chrétiens, musulmans et juifs rappellent aussitôt que seul leur Dieu donne la vie et est autorisé à la reprendre. Au cours de l'histoire, tous ont béni des troupes qui allaient ôter la vie à d'autres peuples. Le 6 mars, ils sont conviés au palais de l'Élysée pour dîner, comme si les représentants des traditions les plus obscurantistes et les plus intolérantes avaient leur mot à dire sur les lois et la fin de vie de ceux qui ne partagent pas leur dogme.

Le 1^{er} avril, l'Ordre national des médecins (fondé en 1940 sous Pétain) revendique une « clause de conscience » qui permettrait à tout médecin de ne pas respecter la volonté des patients et déclare que, quelle que soit la loi, aucun médecin ne devra aider à l'euthanasie d'un patient qui la demanderait.

Le 2 avril, le président du RN Bardella se prononce contre l'euthanasie et le suicide assisté et Le Pen explique qu'il ne faut pas de nouvelle loi. Zemmour a la même position. Sous le slogan « donner la mort n'est pas un soin », les bigots, obscurantistes, homophobes et fascistes (Civitas, Syndicat de la famille-Manif pour tous, Soulager mais pas tuer, Alliance Vita, Médecins pour la Vie) essaient d'intimider...

Le 12 juillet, l'Académie nationale de médecine (créée en 1820 par Louis XVIII) accepte d'envisager l'assistance au suicide mais « à titre exceptionnel » et écarte catégoriquement l'euthanasie.

La Convention préconise la consensuelle amélioration des soins palliatifs. Malgré tout, 75 % des participants se prononcent pour « ouvrir l'accès à l'aide active à mourir », en clair pour la légalisation du suicide assisté et de l'euthanasie. Mais le Comité de gouvernance leur a soufflé d'y mettre « des conditions ». Qui décidera qu'elles sont bien remplies ?

Il est sûr que les projets de budget pour 2024 n'assureront pas la qualité des soins palliatifs en fin de vie et des soins médicaux tout le long de la vie (le gouvernement annonce déjà des remboursements). Il est certain que le projet de loi sur la fin de vie ne garantira pas l'euthanasie volontaire ni même un véritable droit au suicide assisté.

Les organisations de la classe ouvrière doivent se prononcer

Deux des trois filles de Marx, actives dans le mouvement ouvrier français ou britannique, se sont donné la mort. Lafargue, un fondateur de la première organisation communiste en France, s'est suicidé. Lénine a demandé, en vain, à être euthanasié à la fin de sa vie.

Les partis issus de la classe ouvrière, les syndicats de salariés, les syndicats d'étudiants... doivent se prononcer sur cette question démocratique élémentaire : c'est à la personne souffrante de dire ce dont elle a besoin, ce qu'elle préfère, ce qu'elle accepte ou refuse. Le médecin n'est pas là pour la dissuader ou la contraindre, mais pour l'informer et l'assister, quelle que soit sa décision. L'État n'a pas à décider de ce que doit être la fin de la vie, mais il doit établir le cadre juridique et fournir les moyens matériels qui permettent de choisir.

Annulation de toutes les lois contre la retraite des travailleurs !

Fin de tout financement public des cultes religieux sous quelle que forme que ce soit, sur tout le territoire !

Droit de pouvoir choisir sa façon de mourir, accès aux soins palliatifs pour tous, droit au suicide assisté, droit à l'euthanasie !

Création de toutes les unités, lits et postes nécessaires !

L'Union européenne contre la libre circulation des travailleurs et contre l'accueil des réfugiés

Le capitalisme porte la xénophobie

Alors que la population de l'Union européenne atteint les 450 millions d'habitants, l'arrivée en quelques jours de 7 000 migrants sur l'île italienne de Lampedusa monopolise l'attention politico-médiatique du vieux continent. En France, Darmanin convoque une réunion sur la question, la présidente de la Commission européenne annonce sa venue sur l'île, l'héritière du MSI à la tête du gouvernement italien évoque une situation insoutenable, les partis fascistes rivalisent de propos alarmistes et racistes, les élus du RN squattent les plateaux télévisés et la tête de liste Reconquête aux élections européennes répond aux questions des journalistes en direct de l'île sicilienne.

Pourtant si le nombre de migrants a augmenté par rapport à 2020, il n'a pas encore rattrapé son niveau d'avant la crise sanitaire et on était loin à l'époque de la vague submersive décrite dans la presse bourgeoise. En fait si de tout temps l'humanité s'est déplacée, actuellement le gros des déplacements de populations se fait à l'intérieur même du pays, sur les 85,7 millions de réfugiés dénombrés par le HCR par exemple, 53,2 millions sont toujours dans leurs pays d'origine.

Le bilan économique de l'immigration est en fait très favorable aux capitalistes des États qui la dénoncent. Le chantage à l'expulsion constitue un levier utile pour exploiter encore davantage ces travailleurs. C'est ainsi que cette main-d'œuvre ouvrière vient grossir les rangs du prolétariat le plus exploité. En Europe, 11,3 % des travailleurs originaires d'un pays hors-UE occupent un emploi dans l'hébergement et la restauration contre 4,2 % pour les travailleurs originaires de l'UE, même chose dans le secteur de la construction (9,1 % contre 6,6 %), du ménage (11,4 % contre 2,9 %), des mines, BTP, industrie et transports (6 % contre 2,5 %), etc.

Au total, la population de l'union est composée seulement de 5,3 % d'étrangers hors-UE. Malgré cela, pas un gouvernement n'a omis de multiplier les lois contre les migrants, pas une élection qui ne voie les partis bourgeois jouer dans la surenchère xénophobe, pas un parti ouvrier-bourgeois qui ne résiste à la course à l'échalote chauvine.

C'est que la division de la classe ouvrière constitue un puissant bouclier du capitalisme à ses velléités revendicatives.

Le 8 juin dernier, les ministres de l'intérieur des 27 États de l'Union européenne signaient un accord en vue de « réformer » le droit d'asile communautaire. Jusqu'alors c'est le règlement de Dublin de 2013 qui s'appliquait. Celui-ci imposait aux réfugiés de faire leurs demandes dans leur pays d'entrée dans l'Union. Cela avait pour effet de concentrer les demandes dans les pays frontaliers (Chypre,

Grèce, Malte, Italie, Espagne, Slovénie, Pologne...). Le nouvel accord prévoit d'alléger de 30 000 demandeurs annuels chacun de ces pays en les répartissant entre les autres pays de l'UE, le pays désigné pouvant refuser ces migrants en payant 20 000 euros annuels pour chaque refus. Toutefois cet allègement mis à part les pays d'entrée sont toujours tenus, de par le règlement de Dublin, de traiter les demandes d'asile des personnes arrivées par leur territoire. La poussée xénophobe des gouvernements européens accroît les tensions au sein de l'UE et met déjà à mal le nouveau mécanisme, ainsi le gouvernement fascisant Meloni-Salvini refuse depuis décembre 2022 de récupérer les migrants arrivés par l'Italie et de les enregistrer tous. En réaction, l'État allemand a déclaré refuser le système de répartition des migrants, pourtant prévu par l'accord de juin, lorsque ceux-ci arrivent par l'Italie. Selon l'association Forum réfugiés, seuls 13,2 % des requêtes de transferts étaient acceptées par les pays d'entrée en 2020.

La forteresse européenne externalise

Car, malgré le verbiage de solidarité, le réel objectif de cet accord est d'accroître encore les difficultés d'immigration en Europe, par l'ajout de dispositions contre les migrants, de nouvelles procédures obligatoires aux frontières pour juger à la va-vite du bien-fondé de la demande d'asile. Les recalés devront être renvoyés en moins de 6 mois comme le précise la nouvelle procédure de retour.

Dans la foulée, l'UE a négocié un nouvel accord avec la Tunisie pour la gestion des migrants sur son sol. Les deux parties signent des accords comprenant la question migratoire depuis 1995.

Ce nouvel épisode arrive alors que nombre d'ONG dénoncent les traitements inhumains accordés aux migrants en Tunisie. Nombre d'entre eux sont déportés de force par la police tunisienne et laissés sans aide dans des régions désertiques proches de la Libye ou de l'Algérie.

Alors que la Tunisie et l'UE s'apprêtaient à signer cet accord, des centaines de personnes, dont des enfants, demeuraient bloquées aux frontières désertiques du pays, initialement sans eau, nourriture, ni abri. (Amnesty international, 17 juillet 2023)

Le président tunisien Kaïs Saïed, qui s'est arrogé la majorité des pouvoirs par référendum le 25 juillet 2022, multiplie les propos racistes et xénophobes et encourage les agressions des migrants, particulièrement les noirs, accroissant dans le même temps l'oppression des 10 à 15 % de Tunisiens noirs. L'économie tunisienne est l'une des



plus fragilisées par la crise du Covid-19, le manque d'emplois et les pénuries alimentaires qui en ont résulté incitent la classe dirigeante à en accuser les migrants noirs. D'autant que les aides économiques octroyées par le FMI et l'UE exigent des « restructurations », c'est-à-dire de nouvelles attaques contre la classe ouvrière locale ; dévier le mécontentement de la population vers les étrangers est une stratégie classique sous le capitalisme.

Le nouvel accord, signé le 16 juillet à Tunis par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, prévoit d'accroître les moyens de la Tunisie pour empêcher les migrants de quitter son sol afin de gagner les rives européennes, et de faciliter les expulsions en faisant du pays une étape entre l'Europe et le pays d'origine. Ce programme sera financé par l'UE via une aide annuelle portée à 105 millions d'euros pour 2023. L'UE accorde également, en contrepartie, à la Tunisie d'intégrer le programme d'échange Erasmus, une enveloppe de 65 millions d'euros pour des écoles, de futurs projets d'un câble sous-marin pour la fibre optique (150 millions d'euros) et de l'électricité (307 millions d'euros).

L'UE a noué 25 accords avec d'autres pays africains portant sur la captation et la répression des migrants. L'agence Frontex bénéficie d'un budget annuel de 754 millions d'euros, le plus gros budget de l'UE. L'Europe des capitalistes c'est celle des frontières et des exactions.

Ces cinq dernières années, un certain nombre d'enquêtes ont montré que Frontex a violé les droits et la sécurité des migrants qui traversent la Méditerranée, notamment en aidant les garde-côtes libyens, financés par l'UE, à renvoyer des centaines de milliers de migrants en Libye, un pays dans lequel certains sont détenus, torturés ou exploités comme esclaves sexuels. (Le Monde, 6 septembre 2023)

Concernant les aides financières de l'UE aux économies africaines, elles n'améliorent en rien les conditions de vie des populations locales. Même les fonds destinés officiellement à financer des infrastructures sociales ou l'aide aux migrants sont en vérité confisqués en grande partie par la bourgeoisie locale et l'État lui-même, comme c'est le cas avec les accords UE-Turquie.

En Turquie, le candidat de l'opposition bourgeoise Kemal Kilicdaroglu attaque Erdoğan sur la présence de millions de Syriens réfugiés dans le pays.

Les subventions de l'UE aux polices locales augmentent la surveillance des populations et la répression des contestations. Les gouvernements en place achètent des outils technologiques de pointe dans l'extraction de données des téléphones, de reconnaissance faciale, de contrôle biométrique, de drones, etc. Ces technologies de contrôle et de répression sont bien évidemment utilisées contre les migrants à la demande des capitalismes européens mais également contre la population locale à l'initiative des gouvernants sur place.

En réalité, avec ces mesures, l'UE mène de dangereuses expériences technico-politiques : elle équipe des gouvernements autoritaires d'outils répressifs qui peuvent être utilisés contre les migrants, mais contre bien d'autres personnes aussi. (Le Monde, 6 septembre 2023)

Retour à l'internationalisme !

L'UE profite de ce matériel de surveillance installé aux postes frontières nationaux pour alimenter les bases de données policières comme celles des agences Interpol et Europol. Les photographies, données biométriques, empreintes digitales des migrants intra-africains viennent ainsi grossir les fichiers de surveillance des forces répressives internationales et européennes. L'UE expérimente dans les pays africains des technologies de surveillance encore interdites sur son propre sol.

Les organisations d'origine ouvrière et les syndicats de travailleurs doivent défendre ensemble les travailleurs quelles que soient leur origine ou leur situation et exiger :

- L'abrogation de tous les dispositifs et lois anti-étrangers,
- La régularisation de tous les travailleurs et étudiants étrangers
- Les mêmes droits pour tous les travailleurs
- La libération de tous les immigrés sans papiers et la fermeture des centres de rétention
- L'ouverture des frontières aux réfugiés, la liberté de circulation et d'installation de tous les travailleurs et étudiants étrangers.

16 septembre 2023

Construire le parti communiste internationaliste

Lettre au NPA-Révolutionnaires, 11 juillet

Le Groupe marxiste internationaliste a participé du 26 au 29 août aux « rencontres d'été révolutionnaires » du NPA anti-NUPES. Le GMI veut rejoindre le NPA parce qu'il est en accord avec le projet de tous ses courants de construire ensemble un parti des travailleuses et travailleurs, communiste, internationaliste.

Chères camarades, chers camarades,

Plus de 4 mois après notre demande d'intégration, après deux rencontres entre membres du CE du NPA et de la DN du GMI (à Nantes le 28 avril et à Presles, le 27 mai), la réponse que nous avons reçue du CPN est dilatoire.

Le CPN mandate des camarades du CE pour mener une discussion avec le GMI (avec la délégation de son choix) pour vérifier si nos militantismes sont compatibles, et envisager le rythme et les étapes en fonction des échanges. Adoptée à 34 voix pour, 1 contre, 0 abstention, 2 NPPV. (CPN, 1-2 juillet)

Nous avons du mal à comprendre le nouveau report de décision et la suspicion que le CPN jette sur notre militantisme.

La motion n'évoque aucun fait concret, aucun aspect de notre « militantisme » qui poserait problème. Notre activité est évidemment limitée par notre taille mais elle est publique : notre bulletin bimestriel et notre site en rendent compte. Notre activité, internationale et nationale, comme organisation politique et dans les syndicats, est guidée par le programme communiste. Il n'est bizarrement pas question de programme dans la motion du CPN.

Celui sur lequel reposait le NPA n'était pas le programme communiste. Le programme est la question déterminante pour rassembler les forces révolutionnaires de ce pays afin de construire le parti communiste internationaliste qui manque au prolétariat.

On ne peut pas formuler les intérêts d'une classe autrement que sous la forme d'un programme ; on ne peut pas défendre un programme autrement que sous la forme d'un parti. (Trotsky, 27 janvier 1932)

Il est clair que le Groupe marxiste internationaliste n'a pas demandé à rejoindre le courant Convergences révolutionnaires ou le courant Anticapitalisme & révolution. Il ne cherche pas non plus à prolonger l'existence d'un parti qui a voté Macron.

Nous voulons sincèrement et loyalement nous joindre au projet de construction du parti des travailleuses et travailleurs, communiste et internationaliste, à égalité de droits et de devoirs avec les autres courants de ce projet commun.

Pour vérifier la « compatibilité », nous proposons une intégration immédiate de notre courant et une période d'essai de 6 mois sans droit de vote.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,
Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste



Lev Trotsky, *Écrits militaires, 1918-1922*

<https://cahiersdumouvementouvrier.org/>

La production capitaliste des déchets plastiques

Produite à partir du latex de l'hévéa en Amérique du Sud, l'utilisation de la matière plastique remonte à l'antiquité. Avec le développement de la science au cours du 19^e siècle, dans la phase ascendante du capitalisme, de nouvelles matières plastiques sont synthétisées comme la parkesine (1862) et le celluloïd (1870), à partir de la cellulose des végétaux. Avec l'expansion de l'industrie capitaliste du secteur de la chimie au début du 20^e, plusieurs polymères sont développés (bakélite, cellophane). Secteur en pleine croissance, dopé par l'industrie de l'armement, de l'automobile et de la construction, de nouveaux produits inondent le marché comme le polychlorure de vinyle (PVC, société Goodrich), le polystyrène, le polyamide (DuPont de Nemours) et le polytrétrafluoréthylène (Téflon).

Après la seconde guerre mondiale, la production de plastique provient majoritairement du pétrole et du gaz naturel. Elle connaît un véritable essor, avec la baisse des coûts d'extraction de l'industrie pétrolière. Plusieurs nouveaux produits sont inventés (rilsan, formica, polyester). Le plastique s'impose dans de

nombreux secteurs (habits, alimentation, bâtiments, transports) grâce aux multiples avantages liés à ses propriétés physiques, dépassant alors les matériaux naturels comme le bois.

Une production de plastique qui s'envole au 20^e siècle

Sa production mondiale, de 2,3 millions de tonnes (Mt) en 1950, croît de façon exponentielle pour atteindre 162 Mt en 1993, et 448 Mt en 2015. Entre 2000 et 2019, elle double et passe à plus de 460 Mt (Rapport « Perspectives mondiales des plastiques », OCDE, 2022).

Sur la même période, le rythme de hausse du volume des matières plastiques dépasse de 40 % le taux de croissance économique. Les deux tiers sont consommés dans les pays de l'OCDE et en Chine, pour l'emballage (31 %), la construction (17 %), et les transports (12 %). Les projections de production des marchés capitalistes prévoient un triplement pour les prochaines décennies avec 1 200 Mt en 2060 (+3 %/an). Autant dire qu'avec une telle perspective de production, les entreprises privées leaders du domaine n'envisagent pas de se passer de cette matière, quel qu'en soit le coût pour l'environnement, et malgré les discours gouvernementaux pro-bourgeois sur la baisse de son usage.

La courbe de production des déchets plastiques suit la même tendance. En vingt ans, elle est passée de 156 Mt à 353 Mt. L'estimation pour 2060 est de 1 014 Mt. Le mode de production capitaliste, par nature anarchique, conduit inévitablement au gaspillage. Les profits sont sa seule boussole. Près de 66 % de ces déchets proviennent d'usages dont la durée de vie est inférieure à 5 ans (emballages, produits de consommation, textiles), dont 40 % dits à usage unique.

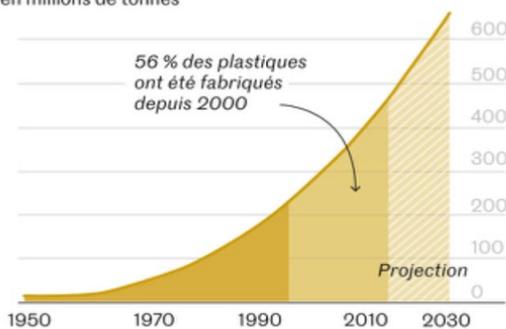
Au niveau mondial, vingt entreprises sont responsables à elles seules de 55 % des déchets plastiques avec en tête deux multinationales américaines ExxonMobile, Dow Chemical, et une chinoise, Sinopec, d'après le rapport *Plastic Waste Makers Index* de la fondation Minderero du 18 mai 2021. Vingt gestionnaires d'actifs institutionnels (dont Black Rock, Capital Group, Vanguard Group) détiennent plus de 300 milliards de dollars d'actions de ces sociétés productrices de plastiques.

Le 7^e continent, l'océan-poubelle

En 2019, 6,1 Mt ont fini dans les milieux aquatiques (rivières, lacs, océans), et 139 Mt s'y sont déjà accumulés au fil des dernières décennies. Chaque minute, c'est l'équivalent un camion-poubelle qui se déverse

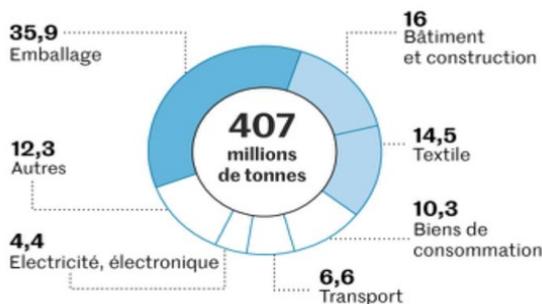
Le boom de la production mondiale de plastique...

Production mondiale de plastique, depuis 1950, en millions de tonnes



... lié aux plastiques à usage unique

Répartition de la production de plastique par secteur en 2015, en %



Sources : Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; R. Geyer, J. R. Jambeck, « Production, use, and fate of all plastics ever made », *Science Advances*, 2017

Infographie : Le Monde

dans les océans, dont la partie la plus visible et médiatisée est celle qui s'échoue sur les plages où le plastique constitue 75 % des déchets. 80 % des déchets plastiques retrouvés dans les eaux du globe proviennent des terres par drainage dû aux pluies et au vent dans les fleuves.

Aucun océan du globe n'est épargné. La Méditerranée, mer semi-fermée, est la plus polluée au monde. Elle contiendrait 247 milliards de particules et 23 150 tonnes de déchets plastiques. Un désastre écologique dont la présence va persister pendant plus d'un siècle, le taux de renouvellement des eaux étant de 90 ans. D'autant que cette quantité apparente, car en surface, est infime au regard des plus de 99 % qui tombent au fond des océans car inférieurs à 500 microns (et 80 % inférieurs à 100 µm), soit 1,9 million de particules par mètre carré.

Le plastique, une menace pour la vie animale et humaine

Ces microplastiques, dégradés par les ultraviolets du soleil, détruisent la biodiversité. Ils sont notamment ingérés par les organismes vivants des milieux marins (poissons, oiseaux), d'autant que le plastique contient beaucoup d'additifs eux-mêmes toxiques, qui renforcent sa nocivité pour la santé. Environ 700 espèces d'animaux marins en ont déjà ingéré, ou ont été piégés. La pollution plastique cause la mort chaque année, de 1,4 million d'oiseaux et 14 000 mammifères marins.

La santé humaine est également menacée à cause des éléments chimiques composant cette matière, source de perturbateurs endocriniens et de polluants organiques persistants. Une étude de chercheurs néerlandais, publiée le 24 mars 2022, a révélé la présence de microplastiques dans le sang humain de personnes en bonne santé, qui confirme une observation déjà réalisée chez l'animal. Cinq polymères couramment utilisés au quotidien (bouteilles, textiles, contenants alimentaires) y sont identifiés. Il est estimé que 5 g sont absorbés en moyenne par semaine en buvant de l'eau en bouteille (PET). Près d'un produit sur deux à l'hôpital est composé de plastique (PVC), et la phthalate s'y retrouve à 80 % dans les poches de sang.

Compte tenu de l'impact des perturbateurs endocriniens sur la santé humaine et sur l'environnement, leur ubiquité ne peut que susciter des craintes. En effet, il existe désormais un fort niveau de preuves sur leur rôle dans le développement de l'obésité, du diabète, de cancers hormono-dépendants, d'effets thyroïdiens, neurodéveloppementaux et neuroendocriniens. Ils altèrent également la fonction de reproduction autant chez

l'homme que chez la femme. (Sénat, Rapport, 10 décembre 2020)

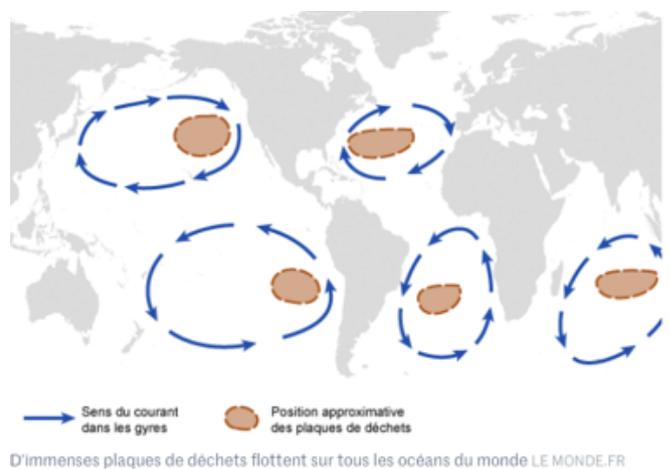
Les sols seraient, eux, encore vingt fois plus pollués que les océans, les produits de l'industrie agrochimique comme les engrais étant encapsulés dans du plastique. Les eaux usées sont contaminées lors du lavage des textiles et 80 % de résidus de plastique se retrouvent dans les boues d'épuration ensuite répandues dans les champs, affaiblissant au passage la fertilité des sols. Ce sont 100 000 tonnes de microplastiques rejetés dans les sols par an en France (Rapport parlementaire du Sénat du 10 décembre 2020).

L'empreinte carbone du cycle de vie des plastiques est évaluée à 3,4 % des émissions mondiales des gaz à effet de serre, soit 1,8 gigatonne (Gt) en 2019.

L'illusoire recyclage, sans s'attaquer aux entreprises polluantes

Seuls 9 % des déchets sont recyclés, 19 % sont incinérés, 50 % finissent dans des décharges contrôlées. Mais 22 % sont abandonnés dans des décharges sauvages, brûlés à ciel ouvert ou rejetés dans l'environnement. L'immense majorité (88 %) est constituée de macroplastiques (collecte inadaptée), le reste (12 %), les microplastiques (diamètre inférieur à 5 mm) est le produit de leur usage (usure des freins, abrasion des pneus, lavage des textiles).

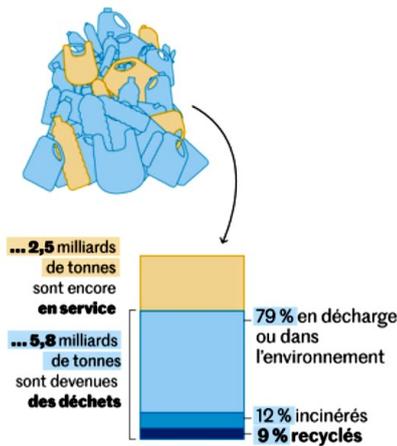
La logique de la rentabilité capitaliste fait que la production de plastique à partir du recyclage reste plus coûteuse qu'avec des résines vierges. De plus, de nombreux polymères se dégradent mal ou pas du tout lors du processus de recyclage, qui ne change en rien la nature du produit final, qui reste aussi un polymère. En outre, la législation qui a interdit des substances utilisées par le passé n'impose aucune dépollution aux industriels qui les produisaient. À l'échelle mon-



Seuls 9 % des déchets sont recyclés

Destination finale de la production de plastique (polymères, fibres synthétiques et additifs) de 1950 à 2015

Sur **8,3 milliards** de tonnes de plastique produites...



Sources : Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; R. Geyer, J. R. Jambeck, « Production, use, and fate of all plastics ever made », *Science Advances*, 2017

Infographie : *Le Monde*

diale, le taux de recyclage pour 2060 est estimé à 17 % (Rapport de l'OCDE, 2022). Mais avec une production de plastiques par les multinationales du secteur qui va tripler, la résolution des politiques bourgeoises à éradiquer ce fléau est bien faible. Autant écopper un navire avec une cuillère.

L'Asie est devenue la région majoritaire

dans la production mondiale de plastique en 2018 (51 %), dont 30 % rien qu'en Chine. L'Asie du Sud-Est et le Pacifique sont les zones géographiques produisant le plus de déchets, soit 57 millions de tonnes (Rapport parlementaire du Sénat, 10 décembre 2020).

Les pays impérialistes produisent plus de déchets plastiques que les pays dominés. L'Allemagne, par exemple, en produit dix fois plus, par habitant, que le Mozambique. L'Amérique du Nord (États-Unis, Canada, Bermudes) ne représente que 5 % de la population mondiale, mais 14 % des déchets de toute nature, soit 289 millions de tonnes, dont 12 % provenant des plastiques soit 35 millions de tonnes.

Les promesses intenable des classes dirigeantes

Pour le système capitaliste, tout objet est voué à être transformé en marchandise, et les déchets, plastiques ou non, n'y échappent pas. Un véritable marché d'exportations des débris générés dans les pays dominants s'est constitué, dont 72,4 % sont envoyés en Chine et à Hong-Kong. Le Japon (925 900 tonnes), les États-Unis (811 400 tonnes) et l'Allemagne (701 500 tonnes) sont les 3 plus gros exportateurs. La France arrive 5^e avec 404 000 tonnes. En 2017, le gouvernement chinois a mis en place des mesures restrictives sur l'importation de plastique non industriel à travers son programme « National Sword ». Depuis, les importations se sont déplacées vers des pays comme la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam, qui n'ont pas les infrastructures pour recycler ces déchets.

Récemment, la fuite d'une lettre du directeur du commerce international de l'American Chemistry Council révélait que les États-Unis, par le biais d'un accord commercial, essayaient de convaincre le Kenya d'accueillir une partie de leurs déchets plastiques.

Des contrats passés en mars 2023 par les cuisines de l'Élysée avec 3 fournisseurs révèlent que la fin du plastique jetable n'est pas à l'ordre du jour, malgré les propos de Macron (« *Il n'y a pas de temps à perdre* ») lors de l'ouverture le 29 mai 2023 de la deuxième session du comité intergouvernemental de négociations sur un traité sur la pollution plastique.

Ce sont 800 000 articles de cuisines à usage unique qui pourraient être livrés au cours des 4 prochaines années (rouleaux de films alimentaires, sacs de cuisson sous vide, barquettes de cuisson) en se basant sur une estimation de commande, incluse dans le marché (*Le Monde*, 4 septembre 2023). 17 des 30 références du cahier des charges contiennent du plastique. Même s'il parle pour la galerie d'« *une bombe à retardement* » (Macron, 29 mai 2023), l'État bourgeois donne la pleine mesure de son incapacité à répondre aux enjeux de la catastrophe en cours.

L'impact de la production capitaliste sans limites entraîne l'humanité vers la destruction de l'environnement, visible déjà à travers deux phénomènes que sont le plastiglobérite (roche non naturelle d'agrégats de plastiques fondus au sud de Hawaï) et la plasticroûte (roche incrustée de plaques de vernis en plastique sur l'île de Madère).

En plus des enjeux climatiques, l'urgence de la révolution sociale mondiale se mesure chaque jour face à un capitalisme porteur de catastrophes de plus en plus certaines. Celle de la destruction de l'environnement par les déchets plastiques illustre une fois encore que confier la production aux intérêts de la bourgeoisie précipite l'humanité dans le mur.

Les pollutions, le réchauffement climatique n'ont pas de solution dans le cadre étroit des États bourgeois nationaux, et les luttes inter-impérialistes constituent de plus un obstacle à leur résolution, voire les exacerbent, les approfondissent

Les travailleurs et les jeunes en formation ne peuvent pas limiter leur réflexion ni leur action dans une logique bornée et nationaliste, mais ils doivent rejoindre les communistes authentiquement internationalistes, seuls capables de prendre la tête de la révolution mondiale pour imposer l'expropriation des capitalistes.

La conquête du pouvoir et la constitution d'un gouvernement ouvrier est le passage obligé à l'établissement de conditions d'une production débarrassée de l'exploitation par une minorité, de l'aliénation du fétichisme de la marchandise, et uniquement dictée par la satisfaction des besoins de l'humanité.

12 septembre 2023

Argentine : justice pour Facundo Molares !

Vendredi 10 août après-midi, plusieurs organisations politiques [Rebelión Popular, Votemos Luchar] avaient appelé à une manifestation contre la farce électorale à l'Obélisque [place de la République, Buenos-Aires].

L'appel était centré sur des slogans faisant référence à la lutte contre l'austérité, contre la répression, contre la démocratie bourgeoise [il y a des élections primaires mi-août en prévision des élections générales d'octobre] et demandant justice pour le meurtre de la jeune Morena [une élève de 11 ans assassinée le 9 août par deux voleurs à Lanús, province de Buenos-Aires]. La police municipale a déclenché une répression féroce, battant et arrêtant plusieurs militants, dans ce qui s'est avéré être une véritable chasse à l'homme, au cours de laquelle ils ont assassiné de sang-froid le camarade Facundo Molares, militant de Rebelión popular et ancien prisonnier politique. Ils l'ont battu et asphyxié à mort, comme la police yankee l'a fait avec George Floyd. La version officielle qu'ils veulent mettre en place parle d'une « décompensation », mais tout a été filmé. Visiblement, « les agents de l'ordre » l'ont tué.

La solidarité militante s'est exprimée à la porte du commissariat, pour la libération des militants arrêtés. Vers 1 heure du matin, après cinq heures d'emprisonnement, les camarades ont été libérés. Aujourd'hui, vendredi 11 août, des manifestations auront lieu dans plusieurs villes du pays. Nous appelons à participer à toutes les manifestations et à nous organiser pour lutter contre l'austérité et la répression.

La police de la ville de Buenos Aires est aujourd'hui sous le commandement d'Horacio Rodríguez Larreta [maire], candidat à la présidence de Juntos por el Cambio [Ensemble pour le changement, une coalition de partis bourgeois actuellement dans l'opposition fondée par l'ancien président Macri], présenté comme l'aile modérée de ce front. De son côté, le péronisme [le vieux mouvement nationaliste bourgeois au centre du gouvernement Fernández-Kirchner] tentera de se présenter comme l'alternative, tout en remplissant les rues de policiers et de gendarmes, en approuvant la réforme répressive de Jujuy et en appliquant le programme du FMI d'une main de fer, en réprimant les saisies de terres, les blocages de rues et en convenant d'une « paix sociale » avec la bureaucratie syndicale. Les partis des patrons ont des nuances différentes, mais ils sont tous d'accord pour l'austérité et réprimer la classe ouvrière et les pauvres.



L'appareil répressif a rempli sa fonction : servir le régime d'exploitation et d'oppression capitaliste. Quel que soit le gouvernement, aucune réforme n'éradiquera sa nature répressive. Nous ne pouvons pas attendre du parlement la solution à l'ajustement du FMI, à l'inflation, au chômage, à l'insécurité de l'emploi et à la pauvreté qui augmentent à pas de géant.

En tant que classe ouvrière, nous ne pourrons gagner une véritable liberté qu'en luttant contre le système capitaliste, en prenant le pouvoir et en établissant un gouvernement ouvrier et paysan, soutenu par des conseils ouvriers armés.

Face au développement de la crise capitaliste, qui exprime de manière de plus en plus aiguë sa décomposition, notre devoir est de nous rebeller et de lutter pour la révolution !

Justice pour Facundo Molares !

Contre l'austérité et la répression, par la lutte et l'organisation !

Pour la formation de comités de lutte sur les lieux de travail, dans les lieux d'étude et dans les quartiers !

Pour la destruction de l'appareil répressif, pour un gouvernement ouvrier et paysan !

L'issue n'est pas dans les urnes, elle est entre nos mains !

11 août 2023

Octubre Rojo (Octobre rouge)

noyau argentin du Collectif révolution permanente

Niger : pour la fermeture des bases militaires françaises et américaines !

Au Niger, le 26 juillet 2023, au petit matin, la garde présidentielle commandée par le général Abdourahamane Tiani, séquestre le président Mohamed Bazoum, élu en 2021, à l'intérieur de la résidence présidentielle, à Niamey. Des troupes prennent position à des endroits stratégiques de la capitale.

L'influence de l'impérialisme français s'effondre au Sahel

Le coup d'État de juillet au Niger vient après une série d'autres, au Mali en août 2020 et mai 2021, en Guinée en septembre 2021, au Burkina Faso en janvier et septembre 2022. Il précède celui du Gabon en août 2023. Ce que l'impérialisme français considérait comme son « pré carré » s'effondre comme un château de cartes, ce qui affaiblit son État en France comme dans le reste du monde.

Peu après le putsch, l'état-major se réunit le 26 juillet dans une caserne et crée le « Conseil national pour la sauvegarde de la patrie » (sic).

Nous, Forces de défense et de sécurité réunies au sein du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), avons décidé de mettre fin au régime que vous connaissez. Cela fait suite à la dégradation continue de la situation sécuritaire, la mauvaise gouvernance économique et sociale. (CNSP, Communiqué, 26 juillet 2023)

Le Niger est le 4^e producteur mondial d'uranium, avec 4 gisements dans le nord-ouest :

- un site à Azelik relève d'une coentreprise entre l'État et les groupes capitalistes chinois CNCC et ZXJOY ;
- celui d'Akouta est épuisé mais en cours de réhabilitation et de dépollution, celui d'Arlit tourne à plein, celui d'Imourarem est encore à l'étude, tous les trois sont aux mains d'une coentreprise entre l'État et le groupe capitaliste français Orano (ex-Areva).

85 % de la population n'a pas accès à l'électricité. Le groupe chinois Gezhouba (CGGC) construit actuellement

le barrage de Kandadji qui devrait doubler la production d'électricité, tandis que le groupe chinois CMB a déjà livré une cimenterie à Badaguichiri.

L'extraction et le raffinage de pétrole d'Agadem (sud-est nigérien) sont confiés à une coentreprise entre l'État et la multinationale chinoise CNPC. Celle-ci construit aussi un oléoduc de 2 000 km, le plus long d'Afrique, jusqu'au port de Sèmè-Kpodji (Bénin) destiné à exporter du pétrole brut.

La principale mine d'or est l'affaire d'une coentreprise entre l'État et la firme canadienne Endeavour.

Les putschistes misent, comme leurs homologues du Mali et du Burkina, sur le sentiment hostile à la France qui est l'ancienne puissance coloniale et la principale armée étrangère sur place.

Le gouvernement français refuse de reconnaître les autorités issues du coup d'État, il maintient son ambassadeur et ses troupes. Le gouvernement du Nigéria et plusieurs autres élus de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao/ECOWAS, à laquelle appartient le Niger) protestent contre le coup et menacent de rétablir le président élu, comme ils l'ont déjà fait.

Un front uni antiimpérialiste au service des généraux

L'Union sacrée pour la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple (M62) naît en août 2022 d'un bloc d'une « quinzaine d'organisations de la société civile ».

Nous appelons tous les syndicats, les organisations de la société civile, les universitaires, les hommes des médias, les transporteurs, les agriculteurs, les éleveurs et les leaders religieux à se joindre à elles pour la défense et la sauvegarde de la souveraineté et de la dignité du peuple dangereusement menacées. (M62, 2 août 2022)

Un an plus tard, le M62 se rallie immédiatement au coup d'État.

Le M62 nourrit l'espoir que ce coup de force sera l'ultime opportunité de réparer les dérives du régime déchu et de restaurer la dignité du peuple nigérien. (Mahaman Sanoussi, secrétaire général du M62, 27 juillet 2023)

L'état-major et le M62 travaillent, pour l'instant, la main dans la main. Celui-ci appelle à une marche de soutien aux putschistes le 30 juillet à Niamey au cours de laquelle des centaines de jeunes scandent des slo-



26 JUILLET, NIAMEY, LE CONSEIL NATIONAL POUR LA SAUVEGARDE DE LA PATRIE APPARAÎT SUR TÉLÉ SAHEL

gans antifrancsais et convergent vers l'ambassade de France.

De leur côté, les directions des syndicats de travailleurs salariés se prosternent devant la junte.

L'Union des Syndicats des Travailleurs du Niger félicite et apporte son soutien indéfectible au Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) pour la dénonciation des accords de défense militaire avec l'État français. L'USTN encourage le CNSP à persévérer dans son combat patriotique de lutte contre l'insécurité et la sauvegarde de l'intégrité territoriale. (USTN, 13 août 2023)

Certains le font en compagnie d'une organisation de petits et grands patrons.

L'unité d'actions syndicales du Niger (UAS) composée de l'Alliance des Travailleurs du Niger (ATN), de la Convergence des Travailleurs du Niger (CTN), des Syndicats des Commerçants, Importateurs, Exportateurs et Grossistes du Niger (SCIEDN), de l'Intersyndicale des Travailleurs du Niger (ITN) a rappelé que l'ensemble du peuple nigérien est debout derrière son armée et tient à saluer la décision digne, courageuse, fraternelle et panafricaniste des pays frères du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée-Conakry. (UAS, 2 août 2023)

Le 11 août, à l'appel du M62, plusieurs milliers de manifestants défilent devant la base militaire française avec des drapeaux nationaux et russes. Le 14 août, la justice décide de libérer le coordonnateur du M62 du Niger, Abdoulaye Seydou.

Le 26 août, le stade Seyni Kountche de Niamey (30 000 places) est rempli aux deux-tiers pour soutenir et écouter les généraux. Les drapeaux sont nigériens, russes et algériens.

Les islamistes du CUAFVC entrent en scène

Les islamistes, peu actifs dans la rue jusqu'alors, tentent de rivaliser avec le M62. Leur Cadre unique d'action des forces vives du changement (CUAFVC), dont le chef est le Cheikh Djibril Soumaila Karanta, président de l'Association islamique du Niger (qui a reçu officiellement l'ambassadeur américain à son siège le 21 juillet 2021), convoque des manifestations dans le pays le 1^{er} septembre.

La foule regroupée à l'Escadrille [la place à proximité de la base française] a exécuté une prière collective, certains sur leurs tapis et d'autres à même le sol. La finalité est d'implorer le Tout-Puissant en ce jour saint de l'Islam, pour protéger le Niger et son peuple des méfaits et des complots qui le visent. Ainsi, après cette prière, des oulémas se sont succédé sur le podium pour faire des prêches et éclairer la lanterne des manifestants sur le noble combat qui se fait depuis le

26 juillet par les Nigériennes et les Nigériens. (Office national d'édition et de presse, 3 septembre 2023)

Le porte-parole des bourgeois cléricaux enjoint à la population d'obéir à la junte militaire.

L'histoire nous enseigne qu'à chaque fois qu'un peuple et ses dirigeants font bloc autour de la défense des intérêts stratégiques, ils sortent victorieux face aux ennemis. C'est pourquoi le CUAFVC a invité toutes les forces vives de la nation à faire bloc derrière nos militaires regroupés au sein du CNSP. (Boulamine Moustapha, 1 septembre 2023)

L'histoire a surtout confirmé l'avertissement d'un dirigeant de l'Internationale communiste (1919-1923).

Quant aux États et nations arriérés, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit... la nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux... contre le panislamisme et autres courants analogues... contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés. (Vladimir Lénine, Première ébauche de thèses sur la question nationale et coloniale, 5 juin 1920)

Le lendemain 2 septembre, la manifestation du M62, plus massive, plus bruyante et plus jeune, encercle la base de l'armée française. Aucun orateur ne se soucie de la présence militaire américaine. Parmi eux, figure le ministre du commerce et de l'industrie nommé par la junte.

Présent à ce mémorable événement révolutionnaire, le ministre du Commerce et de l'Industrie du Niger, M. Seydou Asman accompagné des opérateurs économiques, est venu apporter son soutien... Et aucun nigérien ne doit rester à la traîne dans cette marche vers la souveraineté. Pour le ministre cette mobilisation est le point de départ de la plus grande révolution de notre pays, parce que dit-il, beaucoup de



1 SEPTEMBRE, NIAMEY, PRIÈRE LORS DE LA MANIFESTATION APPELÉE PAR LE CUAFVC

choses vont être revues pour que ça puisse uniquement profiter au peuple. (Office national d'édition et de presse, 3 septembre 2023)

Dans son discours, la trésorière du M62 avalise la fable complotiste selon laquelle les djihadistes sont créés et armés par l'État français.

Nous nous sommes réunis ici, hommes, femmes, civils et militaires pour un seul objectif qui est le Niger... Ce terrorisme ne vient pas du ciel, ça ne pousse pas de la terre, ça a été créé par la France, autrement, nous ne pouvons pas comprendre quelqu'un qui n'a jamais été à l'école faire des armements, des munitions, faire des embuscades. (Souleymane Falmata Taya, 2 septembre 2023)

Loin des gestes médiatiques, l'extraction d'uranium par Orano continue.

Les autres puissances impérialistes jouent leur carte

L'impérialisme russe a pris pied en Centrafrique en 2018, au Mali en 2022. En retour, l'armée capitaliste privée Wagner pille les ressources naturelles, à son compte et à celui de l'État russe. Le 11 août, la Russie met en garde contre toute tentative de déloger les putschistes.

La Chine est de plus en plus influente en Afrique, où elle dispose d'une base militaire. Elle est le premier fournisseur de biens au Niger et le deuxième investisseur derrière la France. Le gouvernement Xi est pris par surprise par le coup d'État, qu'il ne condamne pas. Le 4 septembre, à l'issue d'un entretien avec le premier ministre du gouvernement nommé par la junte, l'ambassadeur annonce que son pays est prêt à servir de médiateur.

Les États-Unis sont très présents militairement. Leur principale préoccupation est d'empêcher la Russie de supplanter la France. Le gouvernement Biden condamne le renversement du président, mais sans le qualifier de coup. Il poursuit, comme l'ONU, l'aide humanitaire. Le 7 août, il envoie la vice-ministre (« sous-secrétaire d'État ») des affaires étrangères Nuland s'entretenir avec la junte à Niamey. Le 9 août, le ministre des affaires étrangères Blinken rappelle à l'ordre le Niger, la Cedeao et la France en demandant une « résolution pacifique » de la crise.

L'Allemagne tente de prendre une place en Afrique. Le chancelier Scholz a ainsi visité en mai 2022 le Niger, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Le ministre de l'économie Habeck s'est rendu en Namibie et en Afrique du Sud en décembre 2022. En février 2023 le ministre des finances Lindner est allé au Mali et au Ghana, etc.

Après le coup, l'UE suit la France et décide de sanctions. Au fil du temps, la Suède et l'Allemagne se séparent de la France et se prononcent clairement contre toute intervention militaire, même africaine, une option que la France encourage. L'ambassadeur allemand n'est pas menacé d'expulsion.

Indépendance de classe, solidarité internationale des travailleurs !

Au Niger, la classe ouvrière doit apparaître comme classe, lutter contre toutes les exploitations et oppressions, s'opposer à la réaction islamiste sous toutes ses formes, arracher la lutte contre l'impérialisme des mains des généraux corrompus et impotents. Pour y parvenir, la classe ouvrière a besoin de créer un parti ouvrier révolutionnaire dont les mots d'ordre immédiats seraient :

- Fermeture de toutes les bases militaires !
- Aucune censure de la junte sur les informations !
- Rupture des syndicats de travailleurs salariés avec la junte !
- Création de milices ouvrières et paysannes contre les djihadistes et les menaces d'intervention !
- Annulation de la dette publique envers le FMI, la BM, les grandes puissances !
- Contrôle ouvrier sur la production et l'exportation d'or, d'uranium et de pétrole !

Dans les États voisins, les travailleurs doivent se lever pour protéger le peuple nigérien et ouvrir la voie, avec eux, d'une véritable démocratie basée sur les conseils ouvriers et paysans :

- Aucune menace d'intervention militaire de la Cedeao au Niger !
- Fin immédiate des sanctions !
- Dehors, toutes les troupes étrangères !
- Abolition des frontières coloniales par une fédération socialiste d'Afrique du Sahel !

En France, dans un pays où la classe ouvrière comporte des milliers de travailleuses et travailleurs d'origine nigérienne (et où des centaines de jeunes nigériens étudient), les partis ouvriers, les syndicats de salariés et les syndicats étudiants doivent prendre position contre leur bourgeoisie rapace et son gouvernement :

- Retrait des troupes françaises du Niger ! Fermeture de toutes les bases militaires françaises !
- Fin des sanctions contre le Niger ! Annulation de la dette envers les banques et l'État français !
- Liberté de circulation et d'établissement des travailleurs et étudiants nigériens !

9 septembre 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

Gabon : l'impérialisme français perd pied en Afrique

Un pays riche en matières premières

Le Gabon est un pays de 2,3 millions d'habitants, de 268 000 kilomètres carrés, dont 88 % sont occupés par la forêt.

Cette forêt fait l'objet d'une exploitation capitaliste de plus en plus importante pour fournir des essences de bois rares aux marchés européen et chinois. C'est aussi un pays riche en minerais et en pétrole même si le gisement d'uranium est épuisé et si les puits de pétrole s'appauvrissent de jour en jour. Le groupe capitaliste français Total, pour cette raison, opère doucement son retrait. Néanmoins, en 2020, selon la Banque mondiale, cette ressource a encore représenté 38,5 % du PIB et 70,5 % des exportations.

C'est un pays à l'économie arriérée, dominé par diverses puissances impérialistes qui se disputent ses richesses avec la complicité d'une bourgeoisie compradore.

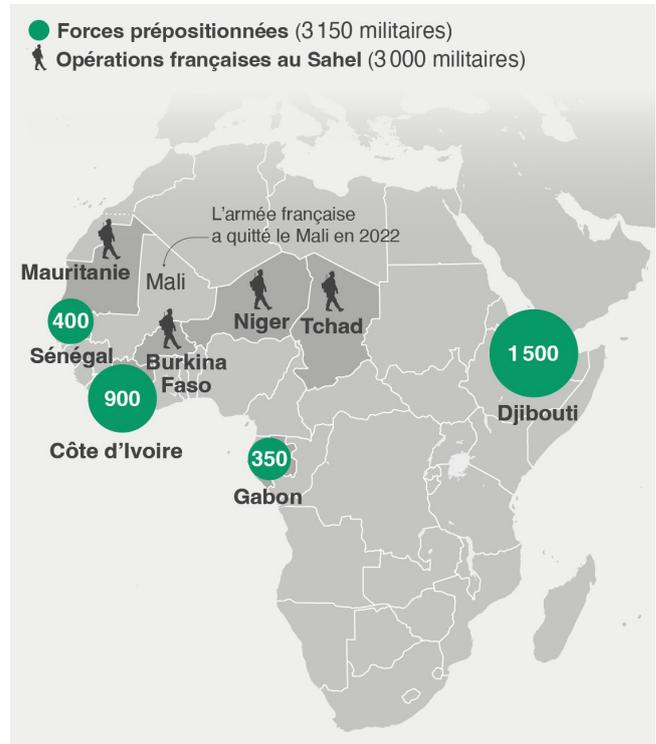
L'indépendance de 1960 a une portée limitée

En 1960, le pays devient indépendant. L'État français cherche à maintenir par tous les moyens (dont peu sont démocratiques) son influence sur son ex-empire colonial et à bloquer, avec l'aide américaine, les avancées en Afrique de l'Union soviétique. Le Gabon devient un des rouages de la politique néocoloniale pratiquée par Charles de Gaulle et Jacques Foccart, un gangster qui a la main sur la diplomatie et les services secrets français en Afrique et qui s'enrichit au passage (la corruption n'est pas réservée aux politiciens bourgeois des pays dominés). Tout commence avec le premier président, Léon Mba, désigné par l'État français. Après avoir truqué l'élection de 1964, il est renversé par l'armée gabonaise qui remet le pouvoir au candidat battu. L'armée française intervient pour rétablir Mba.

Omar Bongo porté au pouvoir en 1967 par de Gaulle

Quand Mba tombe malade, l'Élysée le remplace par Omar Bongo, ancien membre des services secrets français. Puis des mercenaires français assassinent Mba en 1970. Foccart met en place un système à l'avantage exclusif de l'impérialisme français. Les grandes firmes capitalistes françaises comme Elf Aquitaine (absorbé en 2000 par Total) et Areva (aujourd'hui Orano) figurent parmi les principaux bénéficiaires. Accaparant une partie de la rente pétrolière, une bourgeoisie gabonaise s'enrichit sans créer pour autant d'entreprises capitalistes d'envergure. Le Gabon sert de base arrière à l'armée française et aux mercenaires français (bien avant Wagner !) pour intervenir au Nigeria (ancienne colonie britannique) et au Bénin (ex-Dahomey).

À sa mort en 2009, l'époque de l'exclusivité impérialiste française est révolue depuis longtemps. Après la dispari-



tion de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis n'ont plus besoin de la France comme gendarme de l'Afrique.

Le coup d'État d'aout

Ali Bongo préside le Gabon depuis 2009 à la suite de la mort de son père Omar. Déjà à l'époque, il l'a emporté sur fond de suspicions de fraudes. Il est réélu dans les mêmes circonstances en 2016, à l'issue d'un scrutin inhabituellement serré pour le pays, conduisant à une grave crise politique. Sa présidence, durant ces quatorze années, est marquée par une instabilité ministérielle chronique ainsi que par un grave accident vasculaire cérébral en 2018, à la suite duquel il manque une première fois d'être renversé par une tentative de coup d'État.

Sous son règne, le Gabon tend à diversifier ses partenaires culturels et économiques.

Sacrilège ! Deux anciennes colonies françaises, le Gabon et le Togo, ont rejoint le Commonwealth. L'organisation se compose d'une cinquantaine de pays, en majorité d'anciennes colonies britanniques ayant pour point commun d'entretenir de forts liens historiques et culturels avec la couronne britannique. (Les Échos, 27 juin 2022)

Ali Bongo fait rentrer dans le jeu des groupes capitalistes d'autres pays comme le singapourien Olam et le chinois Honest Timber. Il menace en 2014 Total d'un redressement fiscal de 585 millions d'euros (« le litige s'est réglé à l'amiable, comme toujours d'ailleurs avec

nos amis africains », explique peu après Patrick Pouyanné patron de Total).

Le 17 mars 2023, les chefs d'état d'Afrique centrale se réunissent pour desserrer le contrôle de la Banque de France sur le franc CFA de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (distinct du franc CFA de l'Union économique et monétaire ouest-africaine à laquelle se rattache le Niger).

En août 2023, Bongo fils concourt pour un troisième mandat consécutif. Or, à la proclamation des résultats de l'élection, très certainement truquée, il ne faut que quelques minutes pour qu'une dizaine de militaires fassent irruption à la télévision, dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 août, et proclame la dissolution de « toutes les institutions de la République » et la « fin du régime ». Réunis au sein d'un « Comité pour la transition et la restauration des institutions » (CTRI), ces gradés, issus de différents corps de l'armée, justifient leur coup de force sur la chaîne *Gabon 24*, abritée au sein de la présidence, en invoquant « la grave crise institutionnelle, politique, économique et sociale » que traverse le pays.

À l'issue du coup, le chef de la garde républicaine, le général Brice Oligui Nguem supplante Bongo. Il suspend l'ensemble des libertés démocratiques et nomme un « gouvernement de transition » pour les deux prochaines années. Vu la domination du pays, la corruption et le trucage électoral du président destitué, l'absence de solution civile progressiste, une partie de la population se fait, pour l'instant, des illusions dans la junte.

Un nouveau revers pour l'impérialisme français

La victoire des putschistes peut signifier la chute d'un « ami de la France », que Macron était allé soutenir en mars lors d'un sommet écologique à Libreville. Elle peut menacer à moyen terme la présence de la base militaire de la France, l'une des quatre installations permanentes prépositionnées sur le continent, avec ses 400 soldats d'élite. Enfin, elle peut faire peser une menace sur la présence économique au Gabon, où sont installées une centaine d'entreprises françaises. Cela dit, le gouvernement français ne s'indigne pas du renversement du président et condamne mollement le coup d'État (tout comme l'Union africaine et l'Union européenne) car le nouveau président ne semble pas être frontalement opposé à l'ancienne puissance coloniale comme l'est à contrario la junte nigérienne ou malienne.

Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets dans l'ex-zone coloniale française. Les peuples d'Afrique de l'Ouest, et le Gabon n'y dérogent pas, ils ne supportent plus la domination de l'ancienne puissance coloniale.

Les États-Unis, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Inde, l'Allemagne, l'Italie, la Turquie avancent leurs

pions, avec les mêmes buts et les mêmes méthodes (moins le handicap du passé colonial).

Le déclassement de l'impérialisme français ne date pas d'hier mais il prend une dimension plus intense depuis 2020. Dès les années 2010, le continent ne compte plus que pour 3 % dans le commerce extérieur français contre 40 % dans les années 1960. À partir de la crise ivoirienne de 2011, le retrait des entreprises françaises s'accélère. Du fait de la concurrence d'entreprises de BTP chinoises, Bouygues s'est désengagé du Sénégal, du Cameroun, du Nigeria et de Djibouti.

Quelle perspective pour les masses laborieuses ?

Il ne peut pas y avoir de réelle indépendance au Gabon et une perspective socialiste en Afrique de l'ouest sans infliger des coups à l'impérialisme français. C'est pourquoi il est du devoir du mouvement ouvrier français (partis politiques et syndicats) d'exiger le retrait immédiat des troupes françaises du Gabon, la fermeture de la base qui les accueille.

Pour autant, les reculs français ne sont pas forcément une avancée pour les travailleurs du pays et du continent. Le coup d'État militaire, préparé par une faction de la bourgeoisie gabonaise qui ne voulait plus du clan Bongo à sa tête, ne résout en rien les problèmes fondamentaux des salariés, des travailleurs du secteur informel des villes et des paysans.

En effet, l'exploitation capitaliste pèse de plus en plus fortement sur eux au fur et à mesure des crises économiques et de l'accroissement des rivalités entre grandes puissances. La prise du pouvoir par un général, la suspension des libertés démocratiques sont dangereuses. Les rivaux de l'impérialisme français, avec la complicité de la bourgeoisie nationale, sont prêts à fondre sur le pays pour le piller et l'asservir.

Au Gabon, la classe ouvrière doit aussi apparaître comme classe pour soi, indépendamment de la bourgeoisie, de toutes ses fractions. Elle doit lutter contre les exploitations et les oppressions, contre l'immixtion de toutes les puissances impérialistes, défendre les libertés démocratiques, s'organiser contre la junte qui vient de prendre le pouvoir au compte de la bourgeoisie nationale.

Pour l'avenir des peuples africains, il faut ouvrir la perspective des États-Unis socialistes d'Afrique par la révolution ouvrière et paysanne, arracher le pouvoir aux bourgeoisies compradores en uniforme ou en civil. Pour y parvenir, la reconstruction d'une internationale ouvrière, la construction d'un parti communiste révolutionnaire au Gabon et dans chaque État sont indispensables.

14 septembre 2023

Espagne : après les élections générales

Des élections locales de mai aux législatives de juillet

Les élections municipales et régionales du 28 mai ont marqué un véritable tournant politique dans l'État espagnol. Leur résultat a été la perte presque entière du pouvoir territorial du PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol, un vieux parti social-impérialiste]. Podemos [Nous pouvons, un parti réformiste plus récent adulé par le NPA et LFI] s'est effondré. Concrètement, le PP [Parti populaire, le principal parti bourgeois issu du franquisme], en alliance avec Vox [Voix, parti fascisant] qu'il décalque, contrôle désormais la plus majorité des grandes villes et des communautés autonomes.

En toile de fond, un niveau d'abstention très élevé (36,08 %), en lien avec la déception des classes laborieuses envers le gouvernement PSOE-PCE-Podemos. Particulièrement, le désenchantement de l'électorat de Podemos qui, après avoir promis de « monter à l'assaut du ciel », s'est retrouvé à enjoliver un honteux gouvernement social-démocrate dévoué corps et âme à l'Union européenne et à l'OTAN.

Dans ces conditions, la décision de Pedro Sanchez [Président PSOE du gouvernement] de convoquer des élections anticipées le 23 juillet était une fuite en avant à haut risque qui s'est révélée bien calculée, grâce au repoussoir de l'alliance PP-Vox. La volonté de bloquer le programme de réaction noire de Vox a suscité une mobilisation des classes laborieuses pour le « vote utile », en particulier en faveur du PSOE qui a gagné presque un million de voix par rapport à la consultation de mai, un million et demi depuis les législatives de 2019. Mais c'est seulement 75 000 suffrages de plus que la perte subie par Sumar [Monter, voir ci-dessous] en 2023 par rapport aux résultats de 2019 de Podemos et IU [Gauche unie, la coalition « éco-socialiste » du PCE].

Après l'abstention historique aux élections locales, la participation a remonté aux législatives de 6,5 points (et de 4 points par rapport à celles de 2019). Cela reflète aussi la mobilisation symétrique du « vote utile de droite » pour le PP, le seul parti bourgeois qui augmente notablement ses votes et son pourcentage, aux dépens de Vox (à qui restent néanmoins 3 millions de votes, soit 12,4 % des suffrages, ce qui n'est pas à sous-estimer).

Sumar

Face à l'effondrement de Podemos, une monstruosité a été fabriquée au ministère du travail (et probablement à la tête du gouvernement lui-même) en moins de trois mois, autour de la personne de la vice-présidente du gouvernement, Yolanda Díaz, membre du PCE [Parti communiste espagnol, le parti réformiste héritier du stalinisme] et chef de longue date d'IU directement cou-

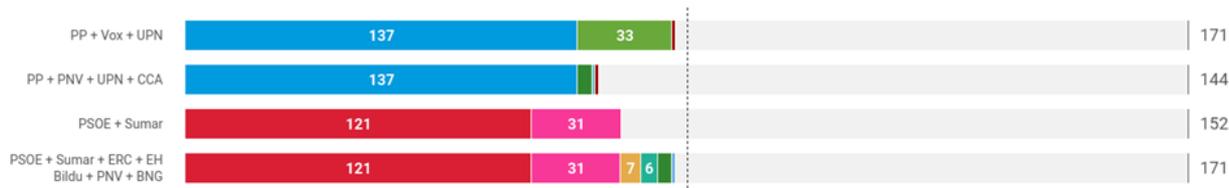
pable du refus d'abroger les réformes du travail du PP, alors qu'elle avait promis de le faire en 2019.

La candidature à la députation sous l'étiquette Sumar a été la propriété privée de Yolanda Díaz, comme l'équipe électorale et le programme inconsistant qui peut se résumer ainsi : rassembler tous les votes possibles à la gauche du PSOE afin de lui permettre de gouverner. Ce projet a été soutenu –de manière plus ou moins négociée ou contrainte– par les multiples formations issues de Podemos et d'IU.

Il faut souligner que Sumar n'est pas à proprement parler un front ou une coalition. Personne n'a élu Yolanda Díaz. Elle s'est proclamée elle-même chef de toute « la gauche ». Aucune organisation politique démocratique n'a élaboré et négocié avec d'autres le programme électoral. Yolanda Díaz et son équipe de marketing électoral ont dicté des conditions, opposé leur veto et fait ou non des concessions aux organisations réelles qui lui ont apporté leur soutien. Jamais, dans

	Votes	Part des votes exprimés	Députés	Évolution des voix depuis 2019
PP	8 091 840	33,10 %	137	+3 044 800
Ciudadanos	--	--	--	-1 650 318
Vox	3 033 744	12,40 %	33	-623 235
PP+Cs+VOX	1 125 584	45,50 %	170	+771 247
PSOE	7 760 970	31,70 %	121	+968 771
Sumar/ Podemos+IU	3 014 006	12,30 %	31	-893 324
EH Bildu	333 362	1,40 %	6	55 741
CUP	98 794	0,40 %	0	-148 177
BNG	152 327	0,60 %	1	31 871
ERC	462 883	1,90 %	7	-411 976
Junts	392 634	1,60 %	7	-137 591
PNV	275 782	1,10 %	5	-103 220
Coalición Canaria	114 78	0,50 %	1	-9 571
UPN	51 764	0,20 %	1	-47 314
Total	24 743 612		350	

LA MAJORITÉ REQUISE AU CONGRÈS DES DÉPUTÉS EST DE 176 SIÈGES



L'expérience politique des organisations qui se réclament de la classe ouvrière ou d'autres organisations du même type, on avait assisté à une telle dégradation antidémocratique, à une telle soumission à une manœuvre artificielle élaborée par un gouvernement et soutenue par certains médias.

Au bout du compte, Sumar a obtenu trois millions de voix en 2023 (12,30 %). Une perte nette de 900 000 par rapport aux résultats en 2019 des organisations qui ont rejoint depuis le petit monstre. De quoi faciliter une nouvelle investiture de Pedro Sanchez, mais pas assez pour éviter la remise en cause immédiate de l'autoproclamation de Yolanda Diaz et de son projet fantasmagique.

Bildu [Se réunir, parti petit-bourgeois du Pays basque] et BNG [Bloc nationaliste galicien, parti petit-bourgeois de Galice] ont maintenu leur indépendance

par rapport à Sumar et confirmé leur audience électorale. Dans le cas de Bildu, il rejoint son parti bourgeois de référence, le PNV [Parti nationaliste basque].

Il convient de noter que, une fois de plus, les campagnes féroces des médias espagnolistes [chauvins espagnols opposés à l'autonomie des régions opprimées] contre le parti socialdémocratisé Bildu continuent à le favoriser, malgré son adaptation au PNV et le fait qu'il est devenu l'une des béquilles qui ont stabilisé et approuvé la politique du gouvernement espagnol ces derniers temps.

Enfin, la CUP [Candidature d'unité populaire, un mouvement petit-bourgeois en Catalogne et en Valence] a perdu 60 % de ses voix de 2019 et ses deux députés, la plongeant dans un nouvel état de perplexité qui la caractérise depuis la débâcle du processus [la tentative, en octobre 2017, par le gouvernement régional de référendum pour l'indépendance de la Catalogne, empêchée et réprimée par le gouvernement PP de l'État espagnol].

Ni majorité absolue PP-Vox, ni gouvernement facile à former

La transformation des scores en députés a tourné en dérision la campagne électorale du binôme PP-Vox, qui comptait sur une majorité absolue incontestée et sur le retour de la patrie sous le manteau sacré de Santiago Matamoros [Saint Jacques le tueur de Maures]. Le PP, pourtant le premier parti en voix, après une campagne de guerre civile contre le PSOE, contre le gouvernement de coalition et contre l'indépendantisme catalan, n'a pratiquement plus aucune possibilité de parvenir à un accord de gouvernement. Pas même avec ses vieux amis des bourgeoisies basque et catalane, qui ont soutenu tant de gouvernements du PP.

La crise est servie. Car toute coalition parlementaire et gouvernementale autre que celle du PP avec le PSOE nécessite la collaboration (au moins l'abstention) de Junts, le parti de l'exilé Puigdemont [Ensemble, un parti indépendantiste de Catalogne, l'autre parti nationaliste bourgeois est l'ERC]. Tout un marché de votes parlementaires a été mis en branle, tandis que le parti supposé vainqueur se déchire publiquement en disant chaque jour une chose et son contraire. Affaire à suivre.

3 août 2023

Internaciema Kolektivista Cirklo
(Cercle Collectiviste International)
section du CoReP dans l'État espagnol



La réunion internationale appelée par Lotta Comunista à Milan les 15 et 16 juillet 2023 : un coup d'épée dans l'eau

Lotta comunista (LC) est une organisation de taille significative qui se garde bien d'affronter la bureaucratie syndicale de la principale centrale italienne, la CGIL. LC ne se prononce pas pour l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux réfugiés.

Le 22 janvier 2023, LC et 5 autres organisations italiennes lancent une invitation « à toutes les organisations qui s'inspirent des traditions internationalistes du mouvement ouvrier » qui n'est pas adressée au Collectif révolution permanente (CoReP, dont fait partie le Groupe marxiste internationaliste).

Le 5 mai, le CoReP et la Ligue pour la 5^e Internationale (L5I) sont invités sur proposition d'un des 6 associés italiens de l'initiative, le Partito Comunista dei Lavoratori (PCL).

Dès le 15 juillet, dans le local de LC de Millan, la réalité de la lutte des classes mondiale s'introduit dans le débat et opère un tri entre :

- une organisation qui justifie l'invasion russe de l'Ukraine (LQI),
- quelques unes qui, tout en condamnant l'invasion, considèrent que la Russie n'est toujours pas capitaliste (CIO, FTQI, PO/Argentine),
- une majorité pour qui il faut être neutre car il s'agirait d'une guerre entre puissances impérialistes (AMRCV/Italie, CC/Italie, CORQI, FIR/Italie, LC/Italie, LCR Tankyu-ha/Japon, NP/Russie, RC/Italie...),
- une minorité qui condamne l'invasion comme impérialiste (CoReP, IS, L5I, LIS, PCL/Italie, RSO/Allemagne, UITQI).

La représentante RP de la FTQI présente un récit du mouvement de défense des retraites en France qui n'a que peu de rapport avec la réalité.

Le représentant de LC/Italie se vante que son gourou avait prévu, dès 1954, que la Chine, déjà capitaliste [sic], deviendrait une grande puissance impérialiste. Puis, sans diplomatie aucune, il lance une charge frontale contre ce qu'il appelle le trotskysme.

Le PCL et la L5I ayant refusé de proposer un texte commun à l'ouverture de la réunion, la porte-parole du CoReP soumet une proposition de résolution le 15 juillet. Ce texte figure sur le site du CoReP, ainsi que les interventions.

Le 16 juillet, au nom des 6 organisateurs, un dirigeant de Lotta comunista décrète que la situation permet de continuer à débattre mais que « les conditions ne sont

pas réunies pour adopter une résolution qui ait un sens ».

Le responsable de CR qui parle au nom du NPA n'a pas un mot pour défendre l'héritage du Parti bolchevik, de l'Internationale communiste, de la 4^e Internationale.

Heureusement, plusieurs orateurs ripostent à l'offensive contre le trotskysme (UITQI, L5I, RSO/Allemagne, PCL...).

Le Comité promoteur ne soumet pas le projet du CoReP au vote. La proposition des 6 organisateurs italiens se borne à un nouvel appel, reprenant les termes du premier, pour convoquer une deuxième rencontre dans 6 ou 12 mois.

Seul le représentant du PO/Argentine (qui mise en Italie sur d'autres forces que LC et le PCL) et celle du CoReP disent la vérité : la rencontre de Milan ne débouche sur rien.

5 aout 2023

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI.

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com

Site de EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

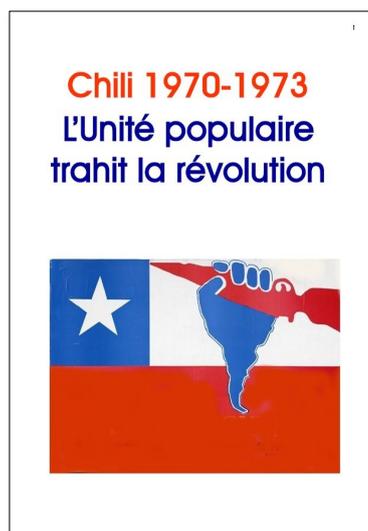
Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de IKC/État espagnol : www.ikcirkl.org

Blog de OR/Argentine : octubreorojo.wordpress.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

1973 : révolution et contre-révolution au Chili



En 1970, au Chili, Salvador Allende accède à la présidence dans le cadre d'un front populaire (Unidad popular) du Parti socialiste et du Parti communiste chilien avec le Parti radical et le MAPU (scission de la Démocratie chrétienne).

Pour le parti stalinien et le parti social-démocrate, il ne saurait être question d'armer le peuple ni de mettre en cause la propriété

privée. Le gouvernement UP se contente d'une réforme agraire limitée, d'une nationalisation minière et bancaire moyennant l'indemnisation ruineuse des actionnaires et de distribution de nourriture aux habitants de bidonvilles.

Les travailleurs salariés, les paysans pauvres, les soldats du contingent et les étudiants continuent à se mobiliser pour bien davantage. Les agressions fascistes, la répression étatique et le sabotage de l'économie par les capitalistes poussent les travailleurs à s'organiser, à se défendre, à tenter de contrôler la production et la distribution. Le début de la révolution exaspère la bour-

geoisie. Mais aucun parti ne se bat pour le front unique ouvrier, la rupture avec la bourgeoisie ni les conseils : le MIR castriste, sans rejoindre l'UP, lui apporte son soutien. Sous la menace de la réaction, le président Allende et le Parti communiste chilien prêchent la modération aux travailleurs et donnent des gages à l'état-major. En août 1973, ils font entrer au gouvernement le général Pinochet, qui a réprimé des grévistes par le passé. La répression étatique s'intensifie contre les conscrits, les paysans sans terre et les ouvriers, sans que le gouvernement arme la population.

Le 22 août 1973, le parlement (où les députés des partis bourgeois sont majoritaires) déclare inconstitutionnel le gouvernement d'Allende... Ce vote donne le feu vert à une sédition des officiers. Leur 11 septembre est une guerre éclair. Ils se mettent en position à 6 heures du matin et leurs troupes marchent sur Santiago. Dans son palais de La Moneda, à 7 h 30, Allende ne croit toujours pas à la réalité du coup d'État. À 7 h 55, il redit à la radio sa foi en la loyauté de l'armée de terre dirigée par Augusto Pinochet. La bourgeoisie écrase sauvagement la révolution. La classe ouvrière paye chèrement la trahison de ses directions traditionnelles et l'absence de parti ouvrier révolutionnaire.

Le Cahier révolution communiste n° 3 aide à tirer les leçons de cette tragédie qui a pesé plus de 30 ans sur les travailleurs chiliens et a découragé la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

1953 : soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est

Salut aux travailleurs de Berlin-Est et de toute l'Allemagne orientale, qui viennent d'écrire une nouvelle page glorieuse dans l'histoire du prolétariat international !

Le 16 juin, les gars du bâtiment de Berlin débrayaient en masse pour protester contre l'augmentation des normes de travail de 10 %, sans augmentation de salaire. Les cheminots, les métallurgistes se joignirent au mouvement : bientôt la grève fut générale. Les grévistes se répandirent dans les rues de la ville, aux cris de : « *Nous en avons assez ! Nous ne pouvons plus vivre ainsi ! Nous voulons du pain et la liberté ! Vive la grève générale !* ». Par centaines de milliers, affluant de 30 et 40 kilomètres à la ronde, ils marchèrent sur le siège du gouvernement Grotewohl pour exiger sa démission.

Le 17 et le 18 juin, les manifestations ouvrières s'étendaient à toute l'Allemagne. En maints endroits, la police populaire fraternisa avec les travailleurs.

Le gouvernement stalinien de Grotewohl-Ulbricht – ce même gouvernement qui, pour satisfaire les exigences de la politique internationale du Kremlin, venait de tendre la main à l'évêque Dibelius, de préconiser le développement de la petite et de la moyenne industrie capitaliste et la liberté du commerce, de prôner les vertus de la libre concurrence, de promettre des avantages aux paysans riches ; ce même gouvernement venait d'amnistier en masse les mercantis et les trafiquants – ce gouvernement aux abois, tout prêt d'être emporté par les travailleurs insurgés, s'abrita derrière les troupes d'occupation russes. Celles-ci intervinrent avec leurs tanks et leurs mitrailleuses contre les manifestants qui scandaient : « *Qui sommes-nous ? Nous sommes les travailleurs de Berlin ! Ils ne nous feront rien, nous sommes des ouvriers !* ».

Plusieurs dizaines furent tués, plusieurs centaines blessés. À Magdebourg, où 10 000 métallurgistes des usines Thälmann s'étaient emparés de la préfecture et

de la prison et avaient libéré les détenus politiques, vingt d'entre eux furent tués. Des événements semblables se déroulèrent à Weimar, Chemnitz, Hall, Dresde, Leipzig, Erfurt et dans les mines d'uranium de Saxe. À Berlin, l'ouvrier électricien en chômage Willy Götting fut fusillé pour l'exemple.

Travailleurs ! Vous ne vous laisserez pas duper par les faussaires qui prétendent vous faire croire que les travailleurs allemands, lorsqu'ils luttent pour leurs conditions d'existence, pour leurs libertés, pour l'unité de leur pays, sont des provocateurs fascistes ! Certes, l'impérialisme américain, qui vient de défier l'opinion publique mondiale en assassinant les Rosenberg [Ethel et Julius Rosenberg, membres du Parti communiste américain, arrêtés en 1950, accusés d'espionnage pour l'URSS, exécutés en juin 1953], cherche, dans sa rage contrerévolutionnaire, à exploiter la situation.

Mais qui donc fait le jeu de l'impérialisme –qui donc compromet la défense de l'Union soviétique– sinon les bureaucrates du Kremlin qui ont consacré à Potsdam, la division de l'Allemagne entre les quatre Grands ? Qui, de concert avec les impérialistes occidentaux, a imposé au peuple allemand, les démantèlements d'usines et d'écrasantes réparations ? Qui fait le jeu de l'impérialisme, sinon ceux qui instaurent en Europe orientale d'étouffants régimes policiers, qui provoquent l'indignation des masses ouvrières ?

Moscou et Washington sont aujourd'hui d'accord pour présenter les travailleurs manifestants de l'Allemagne orientale comme des partisans de la « démocratie » à la mode américaine. Ils entonnent, chacun pour ses raisons, le chœur de cette hideuse calomnie contre les prolétaires allemands. Pas une voix ne s'est élevée contre les falsificateurs, pour la défense des aspirations socialistes du prolétariat d'Allemagne. Personne ne s'est trouvé non plus à la tête des manifestants, inorganisés et livrés à leur seul sens de classe, pour donner un programme à la lutte qu'ils voulaient mener.

Des témoins oculaires ont rapporté comment, au matin du 17 juin, de nombreux travailleurs manifestant dans les rues de Berlin, disaient entre eux : « Malheureusement, nous n'avons pas de direction ». Malheureusement, en effet, les travailleurs allemands n'ont pas encore à leur tête un parti révolutionnaire authentique, indépendant de Wall Street et du Kremlin. Ce parti aurait proclamé devant les prolétaires du monde entier que les travailleurs d'Allemagne orientale, comme quelques jours auparavant ceux de Pilsen et de Morava-Ostrava, en Tchécoslovaquie, ne luttent pas pour le rétablissement du capitalisme ; ils luttent pour que les fruits de l'économie nationalisée et planifiée profitent à l'ensemble des travailleurs et non seulement à une minorité de bureaucrates privilégiés.

Ce parti aurait appelé les travailleurs de toute l'Allemagne à ne pas attendre l'unité allemande d'une confé-



rence des grandes puissances, ces mêmes puissances qui à Yalta et à Potsdam consacreront la division de l'Allemagne. L'unité allemande doit être conquise par l'action des travailleurs allemands. C'est dans cette voie que se sont engagés les travailleurs de Berlin. Aussi la presse bourgeoise dissimule-t-elle mal son inquiétude sous ses ricanements. La bourgeoisie redoute que les travailleurs de toute l'Allemagne s'unissent dans un même combat. N'a-t-elle pas vu, le 20 juin précisément, des milliers de manifestants se heurter à la police à Munich, en zone américaine, au cours de violentes bagarres ? On comprend dès lors que Kayser, ministre d'Adenauer, ait adressé aux travailleurs insurgés de la zone orientale un appel au calme.

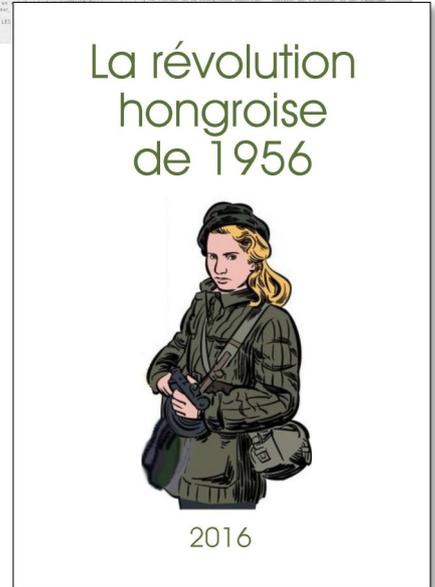
Travailleurs français ! Nous pouvons et devons aider la classe ouvrière allemande dans sa lutte pour l'unité de son pays, pour le départ des troupes d'occupation étrangères, pour la démocratie ouvrière, pour le socialisme.

Unissons-nous pour imposer le retrait de toutes les troupes d'occupation ! Exigeons le retrait des troupes d'occupation de notre propre bourgeoisie en Allemagne de la même façon que nous exigeons le retrait du corps expéditionnaire en Indochine et des troupes d'occupation françaises en Afrique du Nord !

Vivent les travailleurs d'Allemagne orientale !
Vive l'action révolutionnaire des travailleurs de toute l'Allemagne pour l'unité allemande, contre Adenauer et Grotewohl !
Vive la solidarité internationale du prolétariat !

23 juin 1953

Parti communiste internationaliste



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 28

Le mouvement ouvrier et la grève générale (4)

1915-1919

Dans toutes les révolutions prolétariennes qui ont eu lieu depuis la révolution russe de 1905 [voir *Révolution communiste* n° 57], la « grève de masse », la grève majoritaire et illimitée des travailleurs salariés, a joué un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire. À chaque fois, elle a été l'indispensable rassemblement des exploités contre les exploités et leur État.

Février 1917, la révolution russe débute par la grève de masse illimitée des ouvrières du textile

Parmi les puissances impérialistes européennes qui se prennent à la gorge en 1914, l'empire russe (qui recouvre les actuels territoires de la Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Finlande, de la Géorgie, du Kazakhstan, etc.) est la plus faible économiquement. L'armée recule face aux troupes de l'empire allemand, l'inflation règne, les problèmes de ravitaillement menacent la capitale (Petrograd, appelée maintenant Saint-Pétersbourg)...

Les partis socialistes clandestins qui étaient affiliés avant-guerre à l'Internationale ouvrière (Parti socialiste révolutionnaire PSR, Parti ouvrier social-démocrate RSDRP divisé irréversiblement en 1912 entre sa fraction bolchevik et sa fraction menchevik) préparent activement la journée internationale des femmes travailleuses du 8 mars 1917 (23 février dans le calendrier russe de l'époque), sans appeler à la grève. Le jour dit, les ouvrières du textile quittent le travail dans plusieurs fabriques de Petrograd (Saint-Pétersbourg) et envoient des déléguées aux métallos pour leur demander de soutenir la grève. Les militants des partis et des syndicats appellent à cesser le travail et manifester.

Le 25 février, la grève mobilisait désormais 90 % de la population ouvrière, rejointe par les étudiants. (François-Xavier Coquin, *La Révolution russe*, 1962, Les Bons caractères, p. 41)

La grève générale alimente les manifestations. Les manifestations étendent la grève générale. La défense des manifestations et des grèves conduit aux attaques de

commissariats, à la libération des travailleurs arrêtés, à l'armement des travailleurs. Le début d'armement des masses et les contacts avec les conscrits débouchent sur la révolution lorsque les soldats s'insurgent et passent ouvertement du côté des ouvrières et des ouvriers. L'ouvrier fait sa jonction avec le paysan sous l'uniforme. La monarchie centenaire est balayée. Les soviets (conseils de travailleurs salariés, de soldats...) surgissent, renouant avec l'expérience de 1905. Mais les partis ouvriers divergent : le PSR et le RSDRP-Menchevik, majoritaires dans les soviets, constituent un gouvernement provisoire (un front populaire avant la lettre) avec le Parti constitutionnel démocrate (PKD), le principal parti bourgeois. Ils tentent ensemble de préserver la propriété privée et de poursuivre la guerre impérialiste en lien avec les gouvernements français et britannique.

Tout au cours de la révolution russe, en avril, en juin, en juillet, grèves générales et manifestations immenses rassemblent à nouveau les masses laborieuses à la tête desquelles marche le prolétariat. Pour finir, en octobre, l'insurrection organisée par Trotsky sur décision du RSDRP-Bolchevik, aidé d'une minorité du PSR et de quelques groupes anarchistes, donne le pouvoir aux soviets où les bolcheviks sont devenus majoritaires. L'insurrection est la plus haute forme de mobilisation ordonnée du prolétariat comme classe.

Janvier 1918, une grève générale annonce la révolution hongroise

Le Parti ouvrier social-démocrate de l'empire austro-hongrois (SDAP d'Adler, Renner et Bauer) soutient la guerre en 1914. L'entrée en guerre de l'Italie et surtout des États-Unis condamne les empires allemand et autrichien à la défaite militaire. Bien que la victoire de la révolution russe apporte un sursis, le blocus, l'inflation et le rationnement frappent la population allemande, autrichienne, hongroise... Au printemps 1917, inspirés par la révolution russe, des soldats se mutinent dans l'armée française et des ouvriers cessent le travail en Autriche et en Allemagne.

Le 14 janvier 1918, une grève illimitée commence à l'usine Weiss de Budapest. En quelques jours, elle s'étend à toutes les entreprises industrielles d'Autriche et de Hongrie. En janvier 1918, l'empire austro-hongrois se disloque, la situation devient révolutionnaire en Autriche et en Hongrie. Pour faire barrage, les partis « socialistes » de Hongrie (SzDP) et d'Autriche (SDAP) forment tous deux un gouvernement avec leurs partis démocrates bourgeois respectifs.



Novembre 1918, la révolution allemande commence par la grève générale

En 1914, à la différence des partis ouvriers de Russie, le plus grand parti ouvrier du monde, le Parti social-démocrate de l'empire d'Allemagne (SPD, dirigé par Ebert, Scheidemann et Frank), soutient la guerre. Les prétendus réformistes n'apportent pas de réforme, mais des souffrances supplémentaires : massacres sur les fronts, interdiction des grèves et privations à l'arrière.

Le mécontentement social grandissant fait qu'une minorité des députés SPD refuse de voter au parlement le budget de la guerre. Leur exclusion engendre en avril 1917 le Parti social-démocrate indépendant (USPD, dirigé par Haase et Ledebour, soutenu par Kautsky). La Ligue Spartacus (SB, une fraction restée internationaliste du SPD dont les figures les plus connues sont Luxemburg et Liebknecht) en fait partie. Par contre, l'IKD formée par les autres groupes internationalistes refusent de rejoindre l'USPD.

À l'été 1916, des grèves éclatent pour protester contre la condamnation de Liebknecht (SB). Des grèves massives se déroulent en janvier 1917 à Essen, en février-mars dans toute la Rhénanie-Westphalie, avec un pic en avril. Des comités de grève sont élus, des revendications politiques s'intègrent aux revendications économiques.

Le 16 avril, à Berlin, dans les usines, se tiennent des assemblées générales. À 9 heures, 500 entreprises sont en grève, les syndicats annoncent un total de 200 000 grévistes, le chiffre réel étant vraisemblablement de l'ordre de 500 000. Les rues commencent à être parcourues de cortèges qui se forment spontanément sur des mots d'ordre divers, souvent politiques... À Leipzig, les événements ont pris une tournure identique... (Pierre Broué, La Révolution allemande, 1971, Minuit, p. 102-105)

Le SPD et les bureaucrates syndicaux arrivent à faire reprendre le travail. Le pouvoir des soviets russes négocie un compromis avec l'état-major allemand.

À l'occasion des pourparlers de paix de Brest-Litovsk éclatèrent en janvier 1918 de grandes grèves de masse. (Ossip Flechtheim, Le Parti communiste allemand sous la république de Weimar, 1969, Maspero, p. 49)

Le 24 janvier, la Ligue Spartacus (SB) lance un appel à la grève générale. En novembre 1918, la monarchie sombre sans gloire sous les coups de la révolution prolétarienne qui combine soulèvements de métallos et de soldats, grève générale, manifestations de masse, assauts contre les prisons, armement des travailleurs.

La révolution est désormais lancée. Ceux qui la voulaient et cherchaient à la préparer, ceux qui la désiraient mais qui n'y croyaient pas et souhaitaient qu'elle soit provoquée, ceux qui ne la voulaient pas et l'avaient jusqu'au dernier moment combattue vont, ensemble, prendre le train en marche. Les nouvelles qui parviennent de

toutes les régions d'Allemagne dans la nuit du 8 au 9 le confirment : ici les marins, là les soldats lancent des manifestations, tandis que les ouvriers se mettent en grève. On désigne des conseils d'ouvriers et de soldats. Les prisons sont prises d'assaut. Le drapeau rouge, emblème de la révolution mondiale, flotte sur les édifices publics. (Pierre Broué, La Révolution allemande, 1971, Minuit, p. 151)

Fin décembre, l'IKD et la SB fusionnent pour fonder le Parti communiste allemand. Le projet de programme rédigé par Luxemburg est adopté. Il demande l'armement des travailleurs et le désarmement de la police et des officiers. Il pose la question d'un comité central de grève.

Mise en place d'un comité central de grève qui, en collaboration permanente avec les conseils d'entreprise, aura pour tâche de coordonner le mouvement de grève qui s'amorce dans l'ensemble du Reich et d'en assurer l'orientation socialiste en lui garantissant l'appui sans défaillance du pouvoir politique des conseils d'ouvriers et de soldats. (KPD, Programme, 31 décembre 1918, partie III)

Mais le SPD, la bureaucratie syndicale et l'USPD restent majoritaires, à cette étape, dans les conseils d'ouvriers et de soldats. En lien avec l'état-major de l'armée monarchique, le SPD proclame la république et un « gouvernement des commissaires du peuple » dont le but n'est pas d'accomplir des réformes mais d'empêcher la révolution socialiste, la prise du pouvoir par les travailleurs armés et leurs conseils. La preuve est que le gouvernement SPD-USPD écrase l'insurrection ouvrière de janvier 1919 et fait assassiner Luxemburg, Liebknecht, Jogiches... par l'armée contrerévolutionnaire.

9 septembre 2023

La république
des conseils
de Hongrie
de 1919



2019

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 27

Libération immédiate de **Georges Ibrahim Abdallah** !

Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais, combattant de la résistance palestinienne au sein du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) puis de l'organisation Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), est le plus ancien prisonnier politique en France et en Europe. Arrêté le 24 octobre 1984 pour détention de faux papiers (passible de 4 mois d'emprisonnement), puis pour détention d'armes opportunément trouvées dans un appartement de location (passible d'1 an de prison), il est condamné lors d'un procès à charge à la perpétuité en 1987, par une Cour d'assises composée exclusivement de magistrats professionnels en charge du terrorisme, sous l'accusation de complicité dans les meurtres d'un officier militaire américain et d'un diplomate israélien.

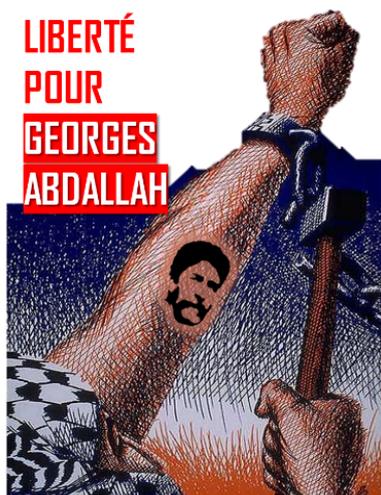
Libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah s'était une première fois vu accorder la liberté conditionnelle en 2003, mais un appel du ministre de l'intérieur Perben (gouvernement Chirac-Raffarin) annule la décision de justice. De nouveau en 2012, le tribunal d'application des peines compétent en matière de terrorisme prononçait un avis favorable à sa demande de

libération. En appel, cette huitième requête est confirmée, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Le gouvernement libanais fait officiellement savoir qu'il est prêt à recevoir son ressortissant. Le gouvernement Hollande-Ayrault, par le biais de son ministre de l'intérieur Valls, refuse de signer ce document, en accord parfait avec les insistances des gouvernements américain et israélien pour que le combattant de la cause palestinienne reste en prison.

Le 10 février 2022, le tribunal administratif rejette une nouvelle demande pour que le ministre Darmanin signe l'arrêté d'expulsion qui permettrait sa libération.

Dans les manifestations contre la répression étatique française appelées le 23 septembre, nous ne l'oublions pas. Avec son comité de soutien, avec le Comité de défense des prisonniers palestiniens, nous exigeons la libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah et appelons à participer aux initiatives prises pour l'obtenir, en particulier à la manifestation du 21 octobre, devant la prison de Lannemezan où il est détenu.

18 septembre 2023



21
SEPT.
2023

MOIS INTERNATIONAL
D'ACTIONS

21
OCT.
2023

21
OCT.
2023

MANIFESTATION
À LANNEMEZAN - 14h

Des cars au départ de Paris : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

groupemarxiste.info